



MARS
2025



Une base industrielle de défense transatlantique ?

Deux points de vue contrastés

Jonathan CAVERLEY et Ethan KAPSTEIN

Léo PÉRIA-PEIGNÉ & Élie TENENBAUM

L'Institut français des relations internationales (Ifri) est un centre de recherche et un lieu de débat sur les grands enjeux politiques et économiques internationaux. Présidé par Thierry de Montbrial depuis sa création en 1979, l'Ifri est une fondation non gouvernementale à but non lucratif, conformément au décret du 16 novembre 2022. En tant que think tank indépendant, l'Ifri définit son propre programme de recherche et publie régulièrement ses résultats à l'intention d'un public international.

Adoptant une approche interdisciplinaire, l'Ifri réunit des décideurs politiques et économiques, des chercheurs et des experts de renommée internationale pour animer ses débats et ses activités de recherche.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.
et ne représentent pas les points de vue de leurs institutions.

ISBN : 979-10-373-1018-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Jonathan Caverley, Ethan Kapstein, Léo Péria-Peigné et Élie Tenenbaum,

« Une base industrielle de défense transatlantique ? Deux points de vue contrastés »,

Focus stratégique, N° 124, Ifri, mars 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail: accueil@ifri.org

Site web: Ifri.org

Auteurs

Jonathan Caverley est professeur de recherche stratégique et opérationnelle au Naval War College des États-Unis, où il occupe le poste de rédacteur en chef par intérim des Presses du Naval War College. Il est membre international du Woodrow Wilson International Center for Scholars. Les opinions exprimées dans ce rapport sont les siennes et ne reflètent pas celles du Naval War College, de la marine américaine ou du gouvernement américain.

Ethan Kapstein est directeur exécutif du projet d'études empiriques sur les conflits à la Princeton School of Public and International Affairs (esoc.princeton.edu). Ses recherches et son enseignement portent sur l'économie politique du développement, notamment dans les pays touchés par un conflit. Son dernier ouvrage, *Exporter le capitalisme : l'entreprise privée et la politique étrangère des États-Unis* (Harvard University Press 2022) retrace les efforts américains pour promouvoir le développement du secteur privé dans les pays en développement. Kapstein est un officier de marine américain à la retraite et membre du Council on Foreign Relations. Il a obtenu de nombreuses bourses et subventions, notamment récemment du Département de la Défense/Initiative de recherche Minerva ; de la Fondation Smith Richardson ; et de la Banque mondiale.

* * *

Léo Péria-Peigné est chercheur au Centre d'études de sécurité de l'Ifri, où il travaille pour l'Observatoire des conflits futurs sur les industries de défense, l'armement et la prospective capacitaire. Il a également travaillé sur l'emploi des armes conventionnelles dans les conflits asymétriques, notamment en Afghanistan. Spécialisé sur les enjeux de l'industrie de défense et la géopolitique turque, il est diplômé en 2020 du Master Intelligence économique et relations internationales de Sciences Po Lille et a rejoint l'Ifri en 2022 après deux années de conseil en économie de l'armement et un passage au Commandement des opérations spéciales.

Élie Tenenbaum est directeur du Centre d'études de sécurité de l'Ifri. Après avoir consacré des années à la guerre irrégulière, à la contre-insurrection et au contre-terrorisme, ses recherches le conduisent aujourd'hui à couvrir des questions stratégiques plus générales, notamment la politique européenne de sécurité et de défense.

Table des matières

AVANT-PROPOS	4
LES LIMITES DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE :	
« PLUS ÇA CHANGE, PLUS C'EST LA MÊME CHOSE ?	
PAR JONATHAN CAVERLEY ET ETHAN KAPSTEIN.....	5
Introduction.....	5
Gérer les différentes perceptions des menaces	7
Capacité maintenant ou production plus tard ?.....	10
Production vs recherche et développement	13
Trump : « Tout le monde réfléchit un peu plus intelligemment »	17
S'éloigner de la 3DS : plaider pour un partenariat transatlantique	
rééquilibré	
PAR LÉO PÉRIA-PEIGNÉ ET ÉLIE TENENBAUM.....	20
Introduction.....	20
Une industrie de défense européenne en pleine reprise	22
<i>Sortir de 30 ans de faible capacité de rendement.....</i>	<i>22</i>
<i>Un large éventail de points forts à la pointe de la technologie</i>	<i>23</i>
<i>Accès européen au marché de la défense américain.....</i>	<i>26</i>
La fiabilité du fournisseur américain en question	27
<i>Une divergence croissante sur les exigences.....</i>	<i>27</i>
<i>Prix, performances et efficacité</i>	<i>28</i>
<i>Regard direct sur les lacunes et les faiblesses de l'industrie de la défense américaine..</i>	<i>30</i>
Trouver le juste équilibre : vers un nouveau partenariat ?	33

Avant-propos

L'évolution du paysage de la coopération mondiale en matière de défense a mis en lumière la relation transatlantique entre les États-Unis et l'Europe. Face à l'intensification des tensions géopolitiques et à la complexification du contexte de menace, la question de savoir comment l'Europe peut assurer au mieux sa sécurité tout en gérant sa relation avec les États-Unis est devenue primordiale. Ce double rapport offre deux points de vue contrastés sur la dynamique des relations industrielles de défense entre les États-Unis et l'Europe, soulignant les défis et les opportunités qui s'offrent à elles.

Le premier texte, rédigé par Jonathan Caverley et Ethan Kapstein, présente une perspective soulignant les limites de l'autonomie stratégique européenne en matière de défense. Ils soutiennent que malgré l'augmentation des dépenses de défense et des initiatives telles que le rapport Draghi, l'Europe demeure fortement dépendante des États-Unis pour ses technologies militaires avancées et ses capacités industrielles. Ils suggèrent que l'Europe accepte un statut de partenaire junior au sein de l'alliance transatlantique, exploitant la supériorité technologique américaine pour renforcer ses propres capacités de défense. Cette approche, affirment-ils, permettrait à l'Europe de bénéficier des systèmes de défense les plus avancés tout en reconnaissant les réalités économiques et industrielles qui limitent sa capacité à atteindre une autonomie complète.

Dans le deuxième texte, Élie Tenenbaum et Léo Péria-Peigné remettent en question les discours excessivement pessimistes sur l'industrie européenne de la défense. Ils soulignent les succès et les avancées technologiques des entreprises européennes de défense, affirmant que l'Europe a le potentiel de devenir un acteur majeur sur le marché mondial de la défense. Tenenbaum et Péria-Peigné s'interrogent sur la fiabilité des approvisionnements américains en matière de défense, évoquant des inquiétudes concernant les retards de production, les limitations opérationnelles et les contrôles stricts des exportations. Ils plaident pour un partenariat transatlantique plus équilibré, où l'Europe pourrait affirmer ses capacités industrielles et son autonomie stratégique tout en continuant à coopérer avec les États-Unis.

Ensemble, ces deux textes, rédigés respectivement par des chercheurs américains et européens, alimentent un débat de plus en plus intense autour de la coopération transatlantique en matière de défense. Ils explorent les tensions entre la nécessité d'une autonomie stratégique européenne et les avantages de tirer parti des atouts technologiques et industriels des États-Unis. Alors que l'Europe est confrontée aux défis de sa sécurité dans un monde de plus en plus incertain, ces perspectives offrent un éclairage précieux sur l'avenir des relations industrielles de défense entre les États-Unis et l'Europe.

Les limites de l'autonomie stratégique : « *Plus ça change, plus c'est la même chose* » ?

Par Jonathan Caverley et Ethan Kapstein

Introduction

Le 24 février 2022, les Européens ont pris conscience d'un environnement sécuritaire international nouveau et beaucoup plus menaçant. Depuis, l'Union européenne (UE) et ses États membres ont consenti d'importants investissements pour renforcer les capacités militaires du continent. L'arrivée d'une seconde administration Trump devrait accélérer cette tendance.

Mais nous soutenons que malgré l'augmentation des dépenses de défense, l'Europe ne parviendra pas à atteindre une quelconque « autonomie stratégique ». Ne pas reconnaître cette dure réalité est, pour le dire franchement, illusoire et peut-être désastreux.

Certes, le récent rapport Draghi sur la compétitivité européenne accorde à la défense une place égale à celle de la « numérisation » et de la « décarbonisation » comme principaux défis que l'Europe doit relever, parallèlement au maintien de ses politiques d'État-providence.¹ Elle propose la même solution pour la défense – la poursuite d'une « nouvelle stratégie industrielle » pour augmenter la productivité – que pour ses autres secteurs phares, et sa réalisation nécessite un soutien accru à la recherche et au développement, une plus grande coopération dans les achats et le financement de la défense, moins de réglementation et une préférence pour « acheter européen ».

Plus précisément, le rapport indique que l'augmentation de la productivité européenne nécessite des investissements de l'ordre de 800 milliards d'euros par an, soit environ cinq points de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de l'UE. Dans cet esprit, il cite avec approbation une estimation de la Commission européenne de juin 2024 selon laquelle l'investissement annuel global de l'Europe dans la défense – dépenses consacrées aux achats et à la recherche et technologie – devrait augmenter de 50 milliards d'euros.² Il s'agirait d'une augmentation massive par rapport aux dépenses record de 72 milliards d'euros de l'Europe en 2023.³

1. M. Draghi, « L'avenir de la compétitivité européenne », septembre 2024.

2. Ibid., p. 54.

3. « Les dépenses de défense de l'UE atteignent de nouveaux records en 2023 et 2024 », Agence européenne de défense, décembre 2024.

Le rapport Draghi souligne également l'écart économique croissant entre l'Europe et les États-Unis, en précisant certaines de ses conséquences sur les relations transatlantiques dans le domaine de la défense et de l'industrie. Mais cet écart sera difficile à combler, et même sa réduction nécessitera une analyse approfondie des particularités de ce secteur et de la nécessité d'interventions politiques spécifiques.

Notre analyse et nos recommandations sont claires. Le niveau de menace auquel l'Europe est confrontée, conjugué aux exigences d'une base industrielle de défense moderne et complète, rend l'autonomie irréaliste pour l'Europe. Malgré l'augmentation des dépenses de défense sur une grande partie du continent, l'Europe est freinée par les importantes différences de perception de la menace entre les États membres de l'UE. Ces divergences impliquent des préférences différentes en matière de sécurité nationale et de politique industrielle de défense. Cela, à son tour, empêchera l'acquisition européenne de matériel de défense de s'articuler autour d'un cadre collaboratif.

Comme indiqué, ces défis pourraient bien s'aggraver avec l'investiture de Donald Trump, compte tenu de l'approche sceptique et transactionnelle adoptée par sa première administration à l'égard des alliés européens, ainsi que de la rhétorique et des promesses de campagne faites. *en route* Alors que d'autres ont avancé que l'Europe pourrait convaincre les États-Unis de maintenir leurs engagements en matière de sécurité en achetant davantage d'armes américaines, le fait est que l'Europe aura de toute façon besoin de ces armes.⁴ Ironiquement, moins l'Europe a confiance dans la cavalerie américaine qui vient la défendre, plus elle devra acheter de chevaux américains.⁵

Cet article met l'accent sur trois questions majeures de la politique de sécurité européenne, en utilisant trois des principaux acteurs de l'UE - la France, l'Allemagne et la Pologne - pour comparer les différentes approches adoptées face aux défis de l'industrie de défense du continent.

- *D'abord*, La nature existentielle de la sécurité nationale et l'hétérogénéité des intérêts entre les États qui l'accompagne conduisent à des priorités divergentes quant aux niveaux et à la répartition des budgets de défense. Ce phénomène reste sous-estimé, ce qui conduit les analystes à imputer à tort la fragmentation de l'industrie de défense à un simple nationalisme économique.
- *Deuxième* Les pressions immédiates en matière de sécurité rendent les arbitrages intertemporels en matière d'investissement plus tendus que dans d'autres secteurs, car la nécessité d'acheter des armes aujourd'hui freine les investissements dans la production de demain. La situation est encore compliquée par la dépendance actuelle de l'Europe aux exportations hors de l'Union.

4. LF Hellemeier, « The Implications of a Second Trump Presidency for Europe's Defence-Industrial Efforts », *War on the Rocks*, novembre 2024. Voir également L. Simón et L. Boswinkel, « Ukraine, Europe, and the Art of the Deal », *War on the Rocks*, novembre 2024. Plus généralement, voir la recommandation de la directrice de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, d'« acheter américain », dans le but d'apaiser Trump.

5. J. Caverley, « Chevaux, clous et messages : trois industries de défense de la guerre en Ukraine », *Politique de sécurité contemporaine*, Vol. 44, n° 4, 2023, p. 606-623.

- *Troisième*, accroître les capacités aujourd'hui et la production demain revient à négliger la recherche pour après-demain. L'écart entre l'UE et les États-Unis en matière de dépenses de R&D se creuse rapidement, tant dans le domaine de la défense que dans celui des technologies à double usage, à vocation plus commerciale, qui jouent déjà un rôle croissant dans la guerre actuelle en Ukraine et dans la prochaine génération d'armes.

Ces trois facteurs vont encore aggraver les dilemmes persistants de l'industrie de défense transatlantique. Ceci nous amène à la conclusion suivante : malgré toutes les actions menées actuellement dans le secteur européen de la défense, la réalité à long terme pourrait bien être que peu de choses changeront finalement en Europe ou dans la relation de sécurité transatlantique ; en effet, même le maintien d'un système comme celui-ci *statu quo* Cela nécessitera un certain nombre de décisions difficiles de la part des dirigeants européens, que nous passons en revue dans notre conclusion.

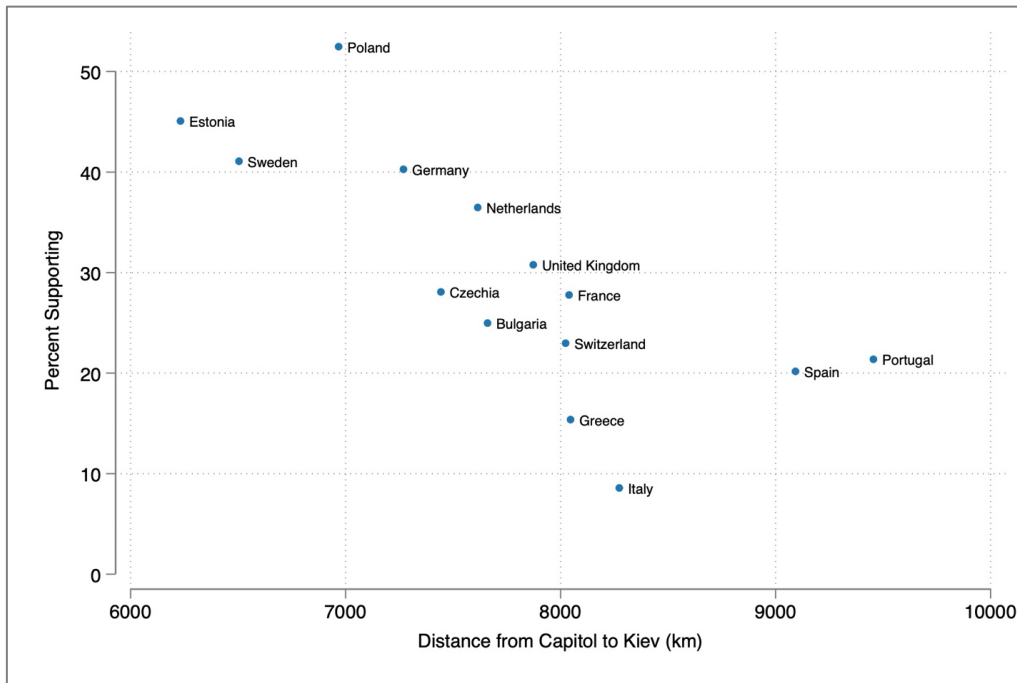
Faire face à des perceptions de menaces différentes

L'autonomie stratégique européenne est compliquée non pas tant par les préférences protectionnistes de chaque État membre que par leurs perceptions divergentes de la menace. Si l'Union toute entière reconnaît collectivement la menace posée par la Russie (sans parler de la Chine et des Houthis), son ampleur est inégalement répartie. À partir des données d'opinion publique du Conseil européen des relations étrangères (ECFR), la figure 1 illustre le pourcentage de personnes interrogées dans quatorze États européens qui soutiennent l'augmentation des livraisons de munitions et d'armes à l'Ukraine. Les résultats sont frappants : plus la capitale d'un pays est éloignée de Kiev, moins l'opinion publique soutient l'armement de l'Ukraine. Comparés à la Pologne, les Allemands sont 25 % moins nombreux à répondre positivement. Parmi les deux autres puissances industrielles de défense de l'UE, le soutien français est deux fois moins important que celui de la Pologne, et l'Italie seulement un sixième. Ce profond clivage dans la perception de la menace façonne la politique industrielle de défense, comme le montre la comparaison entre la France, l'Allemagne et la Pologne, qui représentent collectivement un peu plus de la moitié des dépenses totales de défense de l'UE.

Ancien membre du Pacte de Varsovie proche de la zone de guerre, la Pologne consacre un pourcentage plus élevé (et croissant) de son PIB à la défense (4,1%) que l'Allemagne (2,12%) ou la France (2,06%).⁷ Elle dispose d'une base industrielle de défense locale limitée (son principal conglomérat de défense, PGZ, a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars, ce qui est minuscule comparé aux 68 milliards de dollars de Lockheed Martin), bien que Varsovie cherche désormais à renforcer ses capacités, en négociant des « compensations » avec la Corée du Sud, entre autres pays, qui conduiront à la fabrication locale de certains systèmes.

7. « Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2024) », OTAN, disponible à l'adresse suivante : www.nato.int [consulté le 29 novembre 2024].

Figure 1. Pourcentage des personnes interrogées favorables à un renforcement de l'armement de l'Ukraine en fonction de la distance entre la capitale et Kiev



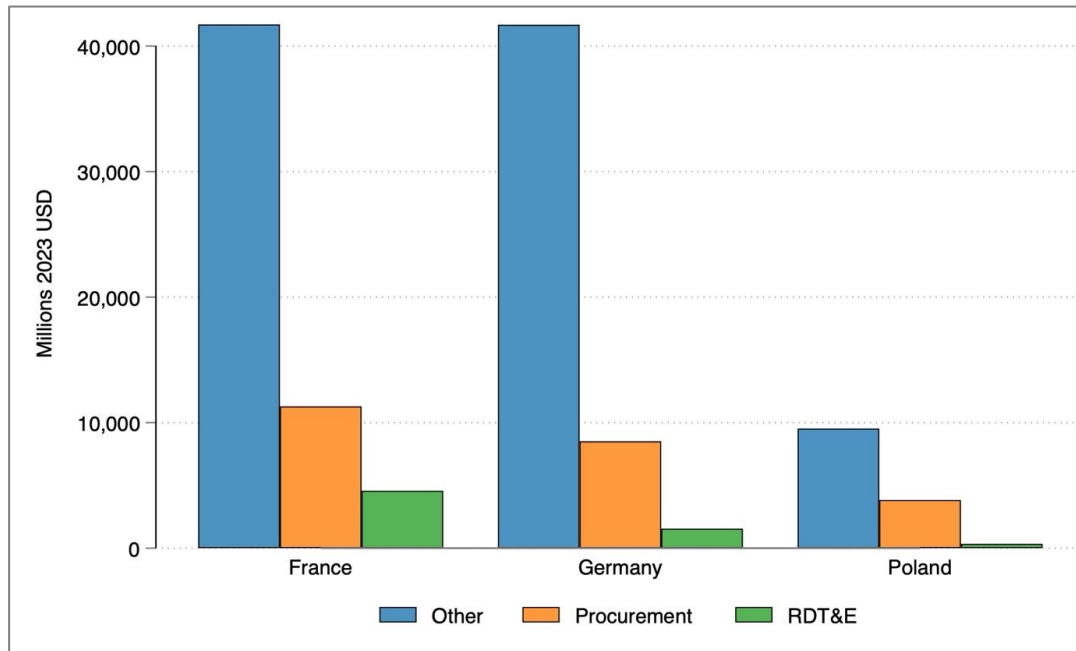
Source : ECPR.

Plus éloignée de la Russie et dotée d'une dissuasion nucléaire indépendante, la France a historiquement considéré son industrie de défense relativement autarcique (et les exportations qui la soutiennent) comme un élément essentiel d'une politique étrangère souveraine et indépendante. Avec la baisse des transferts d'armes russes, la France était, selon le SIPRI, le deuxième exportateur d'armes conventionnelles majeures entre 2019 et 2023, avec 11 % du marché mondial total.⁸

L'Allemagne, tant géographiquement qu'industriellement, se situe entre les deux autres. Selon l'OTAN, l'Allemagne a dépassé la France en matière de dépenses de défense en 2019 ; son budget estimé pour 2014 est 50 % supérieur. Elle a tenté de concilier ses aspirations européennes et transatlantiques en achetant des armes américaines (par exemple, le F-35) et en promouvant des projets de défense coopératifs avec d'autres membres de l'UE.

8. « Tendances des transferts internationaux d'armes », SIPRI, 2023.

Figure 2. Dépenses de défense de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne en 2023
et la Pologne



Source : Budgets de défense de Jane.

Ces différences stratégiques se reflètent dans la répartition de leurs dépenses de défense, comme le montre la figure 2. La Pologne consacre près de 30 % de ses dépenses de défense aux acquisitions, tandis que la France et l'Allemagne y consacrent chacune moins de 20 %. La France investit beaucoup plus en R&D que ces deux pays. Leurs choix d'avions de combat illustrent parfaitement ces différences. La Pologne a réceptionné son premier F-35 de fabrication américaine. *Éclair II* en décembre 2024. L'Allemagne pilotera le vol paneuropéen *Eurofighter*, mais elle a également récemment acheté des F-35, dont certaines parties seront assemblées localement. Opter pour l'autonomie en évitant le *Eurofighter* projet de produire son propre *Rafale*. La France connaît des ventes d'armes record pour l'avion, mais principalement hors d'Europe. Des différences similaires existent dans les choix concernant les systèmes de défense antimissile, où l'Allemagne a « irrité les sensibilités françaises » en intégrant les systèmes américains. *Patriote* sur le SAMP franco-italien pour son initiative européenne Sky Shield (ESSI).¹⁰ De son côté, la Pologne renforce sa dépendance aux systèmes américains, acceptant de construire des lanceurs pour de nouveaux systèmes. *Patriote* batteries — pour ses capacités de défense antimissile, même si elle exige un véritable bouclier paneuropéen.

Si les États membres se disputent des parts dans la production de semi-conducteurs et de composants pour véhicules électriques, leurs préoccupations économiques, comme la création d'emplois et l'acquisition de technologies, sont à peu près équivalentes. Ces facteurs économiques interviennent également dans les décisions relatives aux dépenses de défense.

9. Pour *Rafale* ventes dans différents pays, voir : www.dassault-aviation.com.

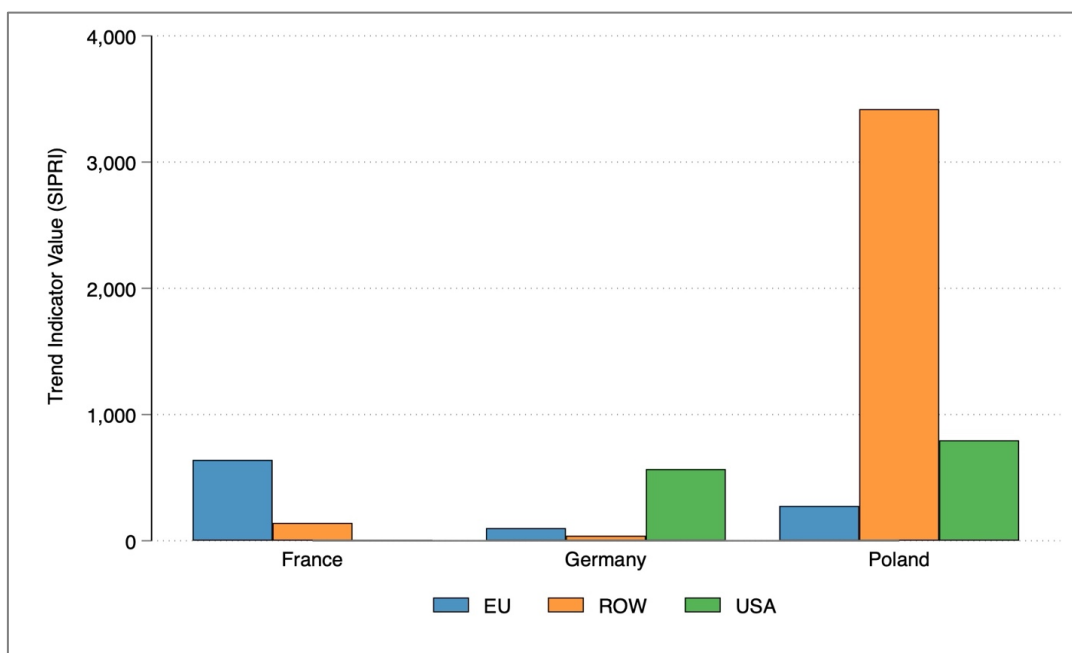
10. R. Ruitenbergh, « L'Italie commande quatre systèmes de défense aérienne de nouvelle génération SAMP/T », *Actualités de la défense*, février 2024. ESSI achètera des missiles israéliens Arrow pour contrer la menace de missiles à plus longue portée. *Rafale* ventes dans différents pays, voir : www.dassault-aviation.com.

mais elles sont compliquées par les exigences intransigeantes imposées par l'environnement sécuritaire. Certains pays peuvent trouver une cause commune sur un plan *ad hoc*. Ils détermineront la meilleure façon d'allouer les rares fonds destinés à la défense, mais il est peu probable que l'UE puisse trouver une solution collective satisfaisante.

Capacité maintenant ou production plus tard ?

La dégradation de l'environnement sécuritaire en Europe encourage une vision à court terme en matière de planification de la défense. Sans surprise, de nombreux États européens, notamment ceux géographiquement les plus proches de la Russie, ont choisi d'accroître leurs capacités militaires au plus vite. Comme l'a annoncé le ministère allemand de la Défense en 2023, « avec effet immédiat... le temps est la priorité absolue ».¹¹ La conséquence est que de nombreux gouvernements européens ont choisi de se tourner vers l'extérieur de l'UE pour leurs achats d'armes ; selon le rapport Draghi et la nouvelle stratégie industrielle européenne de défense (EDIS), entre juin 2022 et juin 2023, 78 % des importations d'armes de l'UE provenaient de l'extérieur de l'Union, dont 63 % des États-Unis.¹²

Figure 3 : Commandes d'importation d'armes par la France, Allemagne et Pologne 2019-2023



Source : SIPRI.

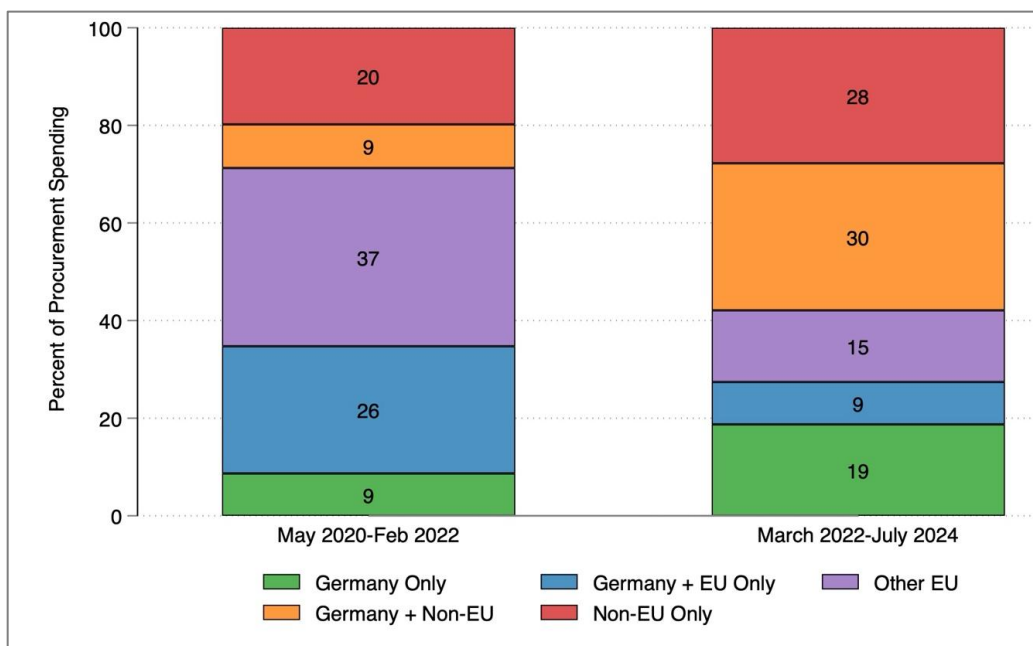
11. M. Szymanski, « Rüsten, so schnell wie möglich », *Süddeutsche Zeitung*, Avril 2023.

12. Le rapport ne cite pas sa source, mais ce chiffre peut être trouvé dans J.-P. Maulny, « L'impact de la guerre en Ukraine sur l'industrie européenne de défense », IRIS, Paris, 2023. Une autre analyse des pays européens membres de l'OTAN, incluant les achats d'armes internes, révèle que, de février 2022 à septembre 2024, la part des achats américains s'élève à 34 % et celle des fournisseurs non européens à 14 %. Voir J. Hackett et B. Shreer (dir.), « Building Defence Capacity in Europe: An Assessment », *Dossier stratégique de l'IISS*, novembre 2024. Voir aussi : C. Mölling et S. Hellmonds, « Sécurité, industrie et la vision européenne perdue (#EDINA II) : comment la guerre de la Russie en Ukraine modifie la base technologique et industrielle de défense européenne », *Rapport DGAP*, Vol. 10, Berlin, Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik eV, 2024.

Mais la domination des États-Unis ne doit pas être surestimée, car d'autres producteurs étrangers se sont rués sur le marché de la défense de l'UE pour répondre à une demande croissante que même l'industrie de défense américaine ne peut pleinement satisfaire (Figure 3). Au début de la guerre en Ukraine, la Corée du Sud disposait d'importants stocks d'armes (dont beaucoup appartenaient officiellement aux États-Unis) et a détourné vers la Pologne et ailleurs des produits destinés à son armée.¹³ Israël donne la priorité à la production d'Arrow 3 malgré la guerre qui se poursuit sur son territoire. En 2023, Israël a vendu pour un montant record de 13 milliards de dollars d'armes à l'étranger, dont plus d'un tiers à l'Europe. La Corée du Sud a enregistré des commandes auprès de l'UE pour une valeur supérieure de 41 % à celle de l'ensemble de l'UE et du Royaume-Uni réunis, et même le Brésil se compare favorablement aux producteurs européens traditionnels en matière d'approvisionnement de l'Europe.

L'Allemagne adopte à nouveau une approche médiane, insistant sur sa participation industrielle, mais recherchant des partenaires extérieurs à l'UE. Les données détaillées de l'Institut de Kiel sur les commandes d'armement allemandes depuis mai 2020, présentées à la figure 4, montrent qu'immédiatement avant l'invasion, l'Allemagne achetait une grande majorité de ses armes en Europe. Depuis l'invasion, l'Allemagne a produit beaucoup plus d'armes unilatéralement (principalement destinées à l'Ukraine) et achète désormais davantage d'armes directement auprès de fournisseurs non européens ou en collaboration avec eux. En bref, l'Allemagne est passée d'une coproduction d'armes avec des États européens à une coproduction avec d'autres États, notamment les États-Unis.

Figure 4. Pourcentage des commandes d'armes allemandes par État d'origine



Source : Institut de Kiel.

13. G. Arthur, « Comment l'industrie de la défense sud-coréenne s'est transformée en acteur mondial », *Défense de rupture*, 6 novembre 2023.

La France n'est pas à l'abri de cette pression. Son excédent commercial d'armement est tombé à 6 milliards d'euros – son plus bas niveau depuis 2015 – en raison d'une hausse de 42 % des importations entre 2021 et 2022.¹⁴ Néanmoins, dans un récent discours, le président Emmanuel Macron a souligné qu'une approche d'approvisionnement axée sur la « capacité » entraînerait des achats « massifs » de produits prêts à l'emploi, nécessairement non européens, et que la « dépendance à l'égard d'éléments essentiels de notre protection qui en résulterait ne semble pas souhaitable ».¹⁵

Le dilemme de la France (et d'autres États européens) en matière d'investissements de production est compliqué par le fait que l'industrie de défense européenne existante est orientée vers le marché de l'armement hors UE (Figure 5).¹⁶ La Commission européenne identifie clairement le problème selon lequel « exporter pour assurer sa viabilité » signifie que « répondre aux commandes des États membres peut être moins prioritaire » par rapport à « honorer les contrats des pays tiers en cas de crise ».¹⁷ Selon les estimations du SIPRI, la France dépend en grande partie des achats d'avions au Moyen-Orient ; la commande des Émirats arabes unis s'élève à 80 Rafale. Les chasseurs à eux seuls ont représenté près des deux tiers des 27 milliards d'euros de ventes de la France en 2022. Sur les 6,2 milliards d'euros d'armes françaises effectivement livrées en 2023, seulement 15 % sont allés à l'UE et 18 % à l'Ukraine.¹⁸ Selon le SIPRI, au cours des dix dernières années, l'Allemagne a vendu presque autant d'armes à l'Égypte qu'à l'UE. Exporter davantage vers l'Europe pourrait nécessiter de réduire ses exportations vers le reste du monde, une décision difficile. Les relations fournisseurs-clients dans l'industrie de l'armement sont difficiles à modifier.¹⁹

14. Citez le rapport du gouvernement français.

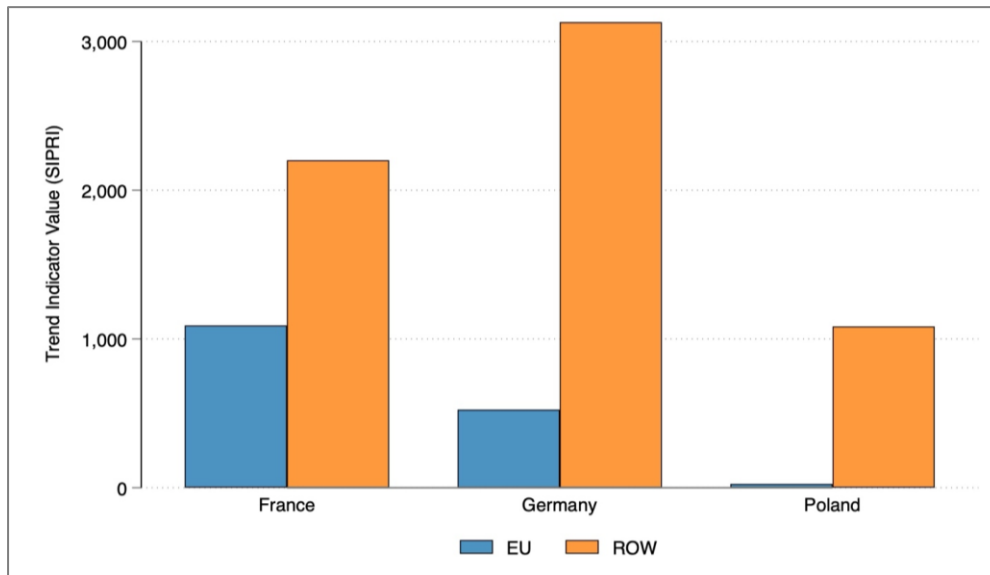
15. « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la défense européenne », Inauguration de la 54^e édition du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace, 19 juin 2023. 16. « The Extra-EU Defence Exports' Effects on European Armement Coopération, Directoire général des politiques extérieures du Parlement européen, juin 2015.

17. « Une nouvelle stratégie industrielle européenne de défense : parvenir à la préparation de l'UE grâce à une industrie européenne de la défense réactive et résiliente », Commission européenne, mars 2024.

18. « Rapport au Parlement 2024 sur les exportations d'armement de la France », Ministère français de la Défense, 2024.

19. R. Rounds, « Sourcing Air Supremacy : Déterminants du changement dans le réseau international d'avions de chasse », thèse de doctorat, Université de Georgetown, 2019.

Figure 5. Commandes d'exportation d'armes de la France, de l'Allemagne et de la Pologne 2019-2023



Source : SIPRI.

L'UE a tendance à se ranger du côté de la France dans le débat capacitaire/production. Reconnaisant la faiblesse de ses stocks d'armes et de munitions, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a récemment appelé à « dynamiser notre capacité industrielle de défense au cours des cinq prochaines années », proposant un Programme européen d'investissement dans la défense (PEID) de 1,5 milliard d'euros.²⁰ L'EDIS s'est fixé pour objectif d'approvisionner au moins 50 % de son budget auprès de fournisseurs de défense basés dans l'UE d'ici 2030 et 60 % d'ici 2035, contre 20 % aujourd'hui. Mais la hâte d'accroître la production de défense interne, même collaborative, a un coût.

Production vs recherche et développement

Des pays comme l'Allemagne et la Pologne ont privilégié l'achat rapide de capacités, tandis que la France et les institutions européennes privilégient l'« autonomie stratégique » via la production locale. Dans les deux cas, l'Europe et la plupart de ses membres ont clairement détourné des ressources de la recherche de défense à long terme, s'assurant ainsi de la position de fournisseur de défense de second rang de l'Europe.

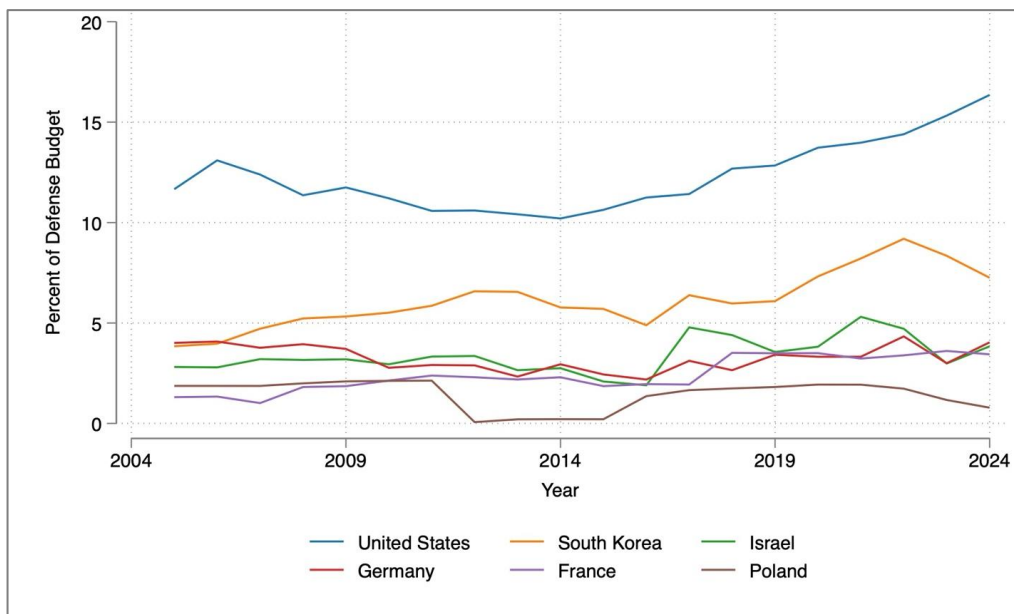
L'Europe a compris depuis longtemps, et le rapport Draghi le souligne, qu'« un effort soutenu de R&D est plus que jamais nécessaire pour maintenir (...) sa compétitivité à long terme, notamment en termes de capacité à exploiter pleinement le potentiel (...) de ses scientifiques, ingénieurs et innovateurs ». Créé en 2017, le Fonds européen de défense (FED), doté d'un milliard d'euros par an, était initialement

20. « Discours de la présidente von der Leyen lors de la séance plénière du Parlement européen sur le renforcement de la défense européenne dans un paysage géopolitique volatil », Parlement européen, février 2024.

L'UE était fortement axée sur la recherche ; son budget initial prévoyait qu'un euro serait consacré à la R&D pour deux euros aux achats. Pourtant, sur les 52 milliards d'euros dépensés par les États membres de l'UE pour les acquisitions de défense en 2021, seuls 18 %, soit moins de 10 milliards d'euros, ont été consacrés à la R&D.²¹

À lui seul, le gouvernement des États-Unis a consacré 144 milliards de dollars à la RDT&E en 2023, soit plus de quatorze fois les dépenses collectives de l'UE. Pour compliquer encore les choses, la Corée du Sud dépense davantage en RDT&E de défense que l'Allemagne ou la France.²² La figure 5 illustre l'évolution des budgets de défense consacrés à la RDT&E au fil du temps et met en évidence les différences marquées entre les priorités des États concernés. Depuis l'occupation russe de la Crimée en 2014, les États-Unis ont considérablement accru l'importance de la recherche. Alors que les États européens ont rapidement augmenté leurs dépenses d'approvisionnement après l'occupation russe de la Crimée en 2014 et l'invasion plus vaste de l'Ukraine en 2022, en pourcentage des dépenses de défense, les investissements européens sont restés stables, au même niveau qu'Israël et nettement inférieurs à ceux de la Corée du Sud.

Figure 5 : Dépenses de recherche et développement en matière de défense depuis 2004



Source : *Budgets de défense de Jane*.

Se concentrer sur l'augmentation de la production risque de se retrouver coincé dans la production de matières premières et d'autres produits de moindre qualité. Prenons l'exemple de l'obus d'artillerie essentiel de 155 millimètres (mm). Lorsque les États-Unis ont effectivement doublé leur production après l'invasion,²³ Les États membres de l'UE n'avaient augmenté leur rythme que de 40 %. Mais l'Europe semble désormais rattraper son retard. En janvier, Josep Borrell, alors vice-président de la Commission européenne, prévoyait que l'Europe fabriquerait environ 1,4 million d'obus de 155 mm.

21. « Defence Data » (2022), Agence européenne de défense, consulté le 14 octobre 2024.

22. Jane's Defense Budgets, consulté le 14 octobre 2024.

23. S. Skove, « L'armée vise à doubler sa production d'obus de 155 mm d'ici octobre », Defense One, février 2024.

chaque année d'ici la fin de 2024, tandis que les États-Unis prévoient seulement d'atteindre 1,2 million d'ici octobre 2025.²⁴ Considérez également les trois types de missiles envisagés pour l'ESSI, où seuls les systèmes à plus courte portée sont développés et produits par un État européen. *Eurofighter* le consortium prévoit une nouvelle série de *Typhon* ventes, mais cet avion de quatrième génération n'a jamais battu le F-35 de cinquième génération dans une compétition d'approvisionnement et de nouveaux rivaux, comme le KF-21 de Corée du Sud, entrent sur le marché.²⁵

Bien que la Loi de programmation militaire (LPM) récemment adoptée par la France oriente des sommes considérables vers la production, ces fonds ne suffiront pas à éviter des compromis, notamment compte tenu des déficits budgétaires du pays. La France finance sa relative autarcie et son vaste portefeuille de production, avec des séries de production relativement petites (et sa dépendance aux exportations, mentionnée plus haut). L'objectif du ministère de la Défense est de doubler la cadence de production de *César* obusiers de 155 mm et *Mistral*. Les missiles sol-air à courte portée ne porteront la production mensuelle qu'à huit et quarante unités respectivement.

La France aura du mal à concilier la nécessité de produire sa génération actuelle d'armes avec ses ambitieux plans de modernisation. On ne voit pas clairement comment l'accent mis sur la production d'un plus grand nombre d'armes Nexter actuelles pourrait être mis en œuvre. *César* système affectera la livraison imminente par l'entreprise du produit suivant *Scorpion* programme.²⁶ À moins de trouver une solution intermédiaire, l'armée française ne recevra pas de nouveau char de combat principal avant la mise en service du système franco-allemand de combat terrestre principal, déjà en difficulté, dans les années 2040.²⁷

Même des États comme la Pologne et l'Allemagne, qui ont acquis rapidement des armes, espèrent continuer à en produire davantage au fil du temps et chercheront à compenser les accords et la collaboration dans le cadre de contrats d'armement internationaux dans l'espoir d'acquérir des technologies et des capacités de production. Lors de l'achat de grandes quantités d'armes étrangères, la demande d'une certaine production nationale est une exigence politique. Pourtant, ces projets se heurtent souvent à de nombreuses difficultés qui entravent leur réussite.

La Pologne peine à moderniser son industrie de défense, et l'Europe ne lui a été d'aucun secours jusqu'à récemment. Une seule entreprise polonaise participe aux 31 projets sélectionnés par la Commission européenne pour stimuler la production de munitions de l'UE, ce qui représente moins d'un demi pour cent du programme de 500 millions d'euros. L'une des principales raisons pour lesquelles la Pologne s'est tournée vers la Corée du Sud pour ses armes réside dans les promesses coréennes plus généreuses en matière de production locale et de transfert de technologie que les fournisseurs américains. Cependant, les usines polonaises ne sont pas encore en mesure de produire efficacement ces armes.²⁸

24. S. Skove, « Il faut au moins un an à l'Europe pour honorer une commande ukrainienne d'obus d'artillerie », *Défense Un*, février 2024.

25. T. Osborne, « Les perspectives de l'Eurofighter s'améliorent à mesure que les nations partenaires complètent leurs flottes », *Semaine de l'aviation*, juillet 2024.

26. J.-M. Bezat, « Les canons César, vitrine de l'économie de guerre », *Le Monde*, octobre 2023.

27. R. Ruitenberget S. Sprenger, « La France et l'Allemagne signent un futur système de chars de combat », *Actualités de la défense*, Avril 2024.

28. R. Minder, « L'industrie de défense polonaise en difficulté », *Financial Times*, septembre 2024.

Bien que l'Allemagne dispose à la fois du volume de commandes et des capacités industrielles nécessaires pour coproduire des armes avec les États-Unis, elle risque néanmoins de consolider son rôle de partenaire junior. Dans le cadre de la collaboration Lockheed Martin-Rheinmetall pour le système mondial de roquettes d'artillerie mobile, l'entreprise européenne fournira un camion de conception mature (le HX 8x8 de conception allemande et de fabrication viennoise), tandis que l'entreprise américaine fournira le composant lanceur-chargeur plus sophistiqué. L'Allemagne a récemment commandé cinq unités du système concurrent de lance-roquettes multiples « EuroPULS », qui place un lanceur israélien plutôt qu'américain sur un autre camion européen.²⁹ Il convient de se demander quelle dépendance technologique – vis-à-vis des États-Unis ou de partenaires non européens plus petits et plus intensifs en R&D – constitue la voie la moins insatisfaisante vers l'autonomie stratégique. Aucune de ces deux options n'est de bon augure pour la compétitivité future de l'Europe.

Certains pourraient rétorquer que notre analyse jusqu'ici a été trop pessimiste, car les éléments les plus importants des capacités militaires de nouvelle génération ne proviendront pas de maîtres d'œuvre financés par l'État, mais plutôt d'entreprises technologiques investissant dans le développement de technologies à double usage ; c'est-à-dire de technologies utiles aux secteurs commercial et militaire. Ainsi, les États-Unis et l'UE bénéficieront de retombées positives sur le secteur de la défense, comme nous l'avons déjà constaté avec toute une série de technologies allant des drones à l'IA. Le rapport Draghi comprend clairement que la valeur stratégique de la recherche en matière de défense diffère de celle de la plupart des projets commerciaux.³⁰ Même si cela est peut-être vrai, comme le souligne également le rapport Draghi, l'Europe a également du mal à rivaliser à l'échelle mondiale dans le domaine des hautes technologies commerciales.³¹

Si l'UE consacrait chaque centime à la recherche sur l'augmentation de 500 milliards d'euros des dépenses de défense recommandée par la Commission au cours de la prochaine décennie, les États-Unis dépenseraient encore plus de deux fois et demie ce montant chaque année. Compte tenu de la nature de la recherche en matière de défense, comme le souligne le rapport Draghi, l'UE et ses membres ne seront tout simplement pas en mesure de produire un portefeuille d'armes de nouvelle génération compétitif avec les États-Unis, même sous la pression des États exportateurs en plein essor. En bref, qu'il s'agisse du modèle de production français, polonais ou allemand, les chaînes de production européennes ne parviendront pas à conquérir les sommets du marché mondial de la défense, mais peineront à se tailler une place sur le marché mondial nouvellement concurrentiel de ce que Banerjee et Tkach appellent les « armes de valeur », où Israël, la Corée du Sud et la Turquie jouent un rôle de plus en plus important.³²

29. S. Sprenger, « L'armée allemande obtient le feu vert pour acheter des lance-roquettes israéliens PULS », *Actualités de la défense*, janvier 2025.

30. M. Draghi, « L'avenir de la compétitivité européenne », op. cit.

31. D. Vergun, « La modernisation du DOD repose sur l'exploitation rapide des technologies commerciales », *Actualités du ministère de la Défense*, juillet 2023 ; J. Caverley, « Cheval, clous et messages », op. cit.

32. V. Banerjee et B. Tkach, « Aider l'Inde à remplacer la Russie sur le marché des armes de valeur », *War on the Rocks*, mai 2022.

Trump : « Tout le monde réfléchit un peu plus intelligemment »

La géopolitique signifie que l'industrie de la défense fonctionne différemment des autres secteurs examinés par le rapport Draghi, mais ces pressions ne font qu'intensifier les lamentations de ce rapport sur la tendance européenne à être « coincée dans les « technologies et industries moyennes » du siècle précédent ». ³³ Les chiffres ne suffisent tout simplement pas à permettre à l'Europe de développer suffisamment son industrie de défense pour jouir d'une véritable autonomie stratégique. L'élimination miraculeuse de tous les obstacles économiques à la coopération en matière de défense révélerait les différences de perception de la sécurité entre les États. Et même si l'UE créait et mettait en œuvre une stratégie de sécurité unifiée, assortie d'un programme industriel de défense complémentaire, le gouffre dans lequel se trouve l'Europe serait trop profond.

Pour rappel, l'AED prévoit que les États membres auront dépensé 101 milliards d'euros en achats publics et 5 milliards d'euros en recherche et technologie en 2024. ³⁴ Les achats, qui doivent être répartis entre la capacité d'importation et la production nationale, sont à peu près équivalents à ceux des États-Unis, mais la recherche restera d'un ordre de grandeur inférieur en termes de R&D.

L'arrivée au pouvoir de Trump a déjà contraint certains dirigeants européens à prendre en compte cette disparité avec plus d'urgence. La directrice de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a récemment appelé l'Europe à acheter davantage d'armes américaines pour apaiser les tensions commerciales. ³⁵ Lucas Hellemeier prône un retour à la vieille stratégie européenne qui consiste à acheter des produits américains pour maintenir les engagements des États-Unis en matière de sécurité. ³⁶ Nous identifions encore une pression supplémentaire : même si l'administration Trump « abandonne » l'OTAN, le besoin accru de l'Europe de se défendre nécessitera des achats d'armes américains.

Compte tenu de ces tendances et de la nouvelle administration, l'UE devrait exploiter la taille de son marché et sa puissance industrielle pour inciter les entreprises américaines et étrangères à investir sur le continent par le biais de projets de coproduction et de codéveloppement, même si cela implique de jouer un rôle de second plan. Les États-Unis ont explicitement exprimé leur volonté renouvelée de développer et de produire des armes en collaboration avec leurs alliés – une « diplomatie de production ». ³⁷

33. M. Draghi, « L'avenir de la compétitivité européenne », partie A, ch. 2.

34. M. Centrone et M. Fernandes, « Improving the Quality of European Defence Spending: Cost of Non-Europe Report », Service de recherche du Parlement européen, novembre 2024, p. II. Il s'agit d'un chiffre très optimiste, probablement injustifiable d'un point de vue économétrique. Voir C. Cottarelli et L. Virgadamo, « Defence Expenditure in EU Countries », *Note d'orientation*, Institut pour l'élaboration des politiques européennes, Université Bocconi, juillet 2024.

35. R. Khalaf, P. Jenkins et O. Storbeck, « Achetez américain pour éviter la guerre commerciale de Trump, déclare Christine Lagarde », *Financial Times*, Novembre 2024.

36. LF Hellemeier, « Les implications d'une seconde présidence Trump pour les efforts de défense et d'industrie de l'Europe », *War on the Rocks*, novembre 2024.

37. A. Brown, JT Watts et M. Garlauskas, « Diplomatie de production pour la dissuasion, la préparation et la résilience dans la région indopacifique », *Note d'information du Conseil de l'Atlantique*, Conseil de l'Atlantique, juin 2024.

Cependant, la préférence des États-Unis pour l'autosuffisance impose des contraintes à cette politique.³⁸ Mais ce n'est pas parce que les États-Unis restent largement fermés aux exportations européennes (et nous notons d'importantes exceptions ci-dessous) qu'une Europe fermée constitue la réponse appropriée. Que cela soit « juste » ou non, l'Europe doit concentrer ses ressources limitées sur le complément plutôt que sur la substitution des capacités industrielles de défense américaines. L'Allemagne et l'Italie semblent avoir perçu le potentiel de cette approche et y ont recours ; par exemple, toutes deux participent à l'assemblage du F-35.³⁹ Même la France a récemment abandonné son objection à l'utilisation des fonds EDIP pour des collaborations impliquant des entreprises non européennes ; un responsable a observé : « Tout le monde réfléchit un peu plus intelligemment » depuis les élections américaines.⁴⁰

Ce n'est pas parce que l'Europe aura du mal à concurrencer les États-Unis dans le domaine des capacités les plus élevées qu'elle doit se résigner à produire des équipements de défense.⁴¹ Des signes prometteurs apparaissent à cet égard. Le « modèle danois », qui consiste à fournir directement des fonds à l'Ukraine pour produire ses propres munitions et obusiers, exploite les capacités ukrainiennes existantes et inutilisées plutôt que de les développer au sein de l'Union, et constitue sans doute une utilisation plus efficace de ces fonds en termes de fourniture de capacités.⁴² Une telle politique permet à l'industrie de l'UE de se concentrer sur la production d'armes de plus grande valeur.

L'Europe devrait concentrer ses budgets de R&D, relativement modestes, sur les domaines de la production de défense où, pour une raison ou une autre, il n'existe pas de concurrent américain viable – les sous-marins non nucléaires en sont un exemple – ou dans lesquels les entreprises européennes pourraient au moins collaborer de manière symétrique avec les entrepreneurs américains.⁴³ Malgré tous les discours sur la fermeture des États-Unis aux exportations européennes, le missile de frappe naval norvégien a comblé une lacune que les États-Unis n'avaient pas comblée, et son missile de frappe interarmées équipera les F-35 dans le monde entier, avec des lignes de production en Norvège, aux États-Unis et en Australie.⁴⁴ Prenons un autre exemple : le rôle des États-Unis dans le « Pacte ICE » conclu entre les États-Unis, le Canada et la Finlande pour les brise-glaces de nouvelle génération se situe dans la position inhabituelle de partenaire industriel junior. Il s'agit bien sûr d'exceptions à la règle de la « forteresse ».

38. Entretiens avec des responsables du ministère de la Défense, mai et juin 2024. Voir AD James, « Accessing the US Market: A European Perspective », Istituto Affari Internazionali, mai 2008.

39. JD Caverley, E. Kapstein et S. Vucetic, « Les ventes de F-35 sont la Ceinture et la Route de l'Amérique », *Affaires étrangères*, Juillet 2019.

40. H. Foy et P. Tamma, « La France abandonne sa demande d'achat européen pour le Fonds de défense de Bruxelles », *Financial Times*, Novembre 2024.

41. JD Caverley et E. Kapstein, « Armes banalisées en Ukraine : les Alliés réussissent-ils leurs achats ? », *War on the Rocks*, août 2023.

42. D. Michaels, SE Rasmussen et J. Lytvynenko, « L'Europe ne peut pas fabriquer suffisamment d'armes à l'Ukraine – elle paie donc Kiev pour le faire », *Wall Street Journal*, Novembre 2024.

43. La France a bien sûr des raisons de dissuasion stratégique pour construire des sous-marins à propulsion nucléaire, mais le marché mondial pour ces appareils, et encore moins en Europe, est faible.

44. JA Tirpak, « L'armée de l'air achète son premier lot de missiles d'attaque interarmées norvégiens », *Forces aériennes et spatiales*, Juin 2024.

« L'Amérique » pour la défense, mais trouver des portes d'entrée exploitables devrait rester une priorité européenne.⁴⁵

Dans les domaines où l'avance américaine est quasiment insurmontable, l'Europe peut encore fournir la capacité industrielle nécessaire à la production de composants, voire d'une plateforme complète, une approche incarnée par l'Allemagne. Mais surtout, compte tenu de la guerre en Ukraine et même des dépenses disproportionnées en missiles en mer Rouge par les États-Unis et leurs alliés, l'Europe et les États-Unis peuvent combiner leur puissance de marché à l'achat plutôt qu'à la vente, où la masse prime sur la qualité. Compte tenu des investissements européens dans les munitions nécessaires pour faire face aux menaces actuelles, nous exhortons les États-Unis à soutenir davantage ces investissements, en acceptant d'acheter une certaine part de la production des industries européennes.

En réformant son secteur de la défense, l'Europe doit faire des choix fondamentaux quant à l'allocation de ses ressources limitées. Que l'on croie à la valeur durable de l'alliance transatlantique, ou peut-être même à ceux qui n'y croient pas, nous exhortons l'Europe à investir pour renforcer sa valeur auprès du Pentagone et des producteurs d'armes américains, un effort qui pourrait s'avérer d'autant plus crucial pour l'administration Trump. En intégrant ses entreprises à un réseau de défense dirigé par les États-Unis, l'Europe a toutes les chances de conserver une certaine autonomie de production, mais aussi de jouer un rôle central dans le développement d'armes de nouvelle génération au sein d'une Alliance atlantique (espérons-le) durable.

45. Nous souhaiterions que les États-Unis soient plus ouverts à la concurrence étrangère pour les biens liés à la défense, ce qui permettrait à la fois de maintenir les maîtres d'œuvre vigilants et de fournir des produits de qualité supérieure. Un exemple notable est celui de l'avion-citerne Airbus A330 MRTT, probablement plus performant que son équivalent Boeing.

S'éloigner des 3D : le plaidoyer pour un partenariat transatlantique rééquilibré

De Léo Péria-Peigné & Élie Tenenbaum

Introduction

Dans un *Financial Times* Dans un article paru en 1998, la secrétaire d'État américaine de l'époque, Madeleine Albright, a énoncé les conditions de base d'un accord américain sur l'émergence d'une politique européenne de sécurité et de défense commune. Elle a notamment proposé la règle des 3D : pas de découplage (en termes de politique de défense transatlantique), pas de duplication (les Européens devraient s'abstenir de produire ou d'acquérir ce que les États-Unis possèdent déjà en quantité suffisante) et pas de discrimination (pas de barrières industrielles ou commerciales européennes aux biens de défense américains).⁴⁶ Près de trente ans plus tard, l'émergence de tensions qui pourraient devenir la crise la plus profonde de l'alliance transatlantique depuis la Seconde Guerre mondiale donne lieu à une remise en question de l'hypothèse d'un paradigme vieux de plusieurs décennies.

De fait, les deux premiers mois de l'administration Trump préfigurent des changements historiques pour le partenariat transatlantique, vieux de 80 ans. L'objectif affiché de Washington combine deux exigences simultanées. La première est d'exhorter les Européens à renforcer leur propre défense. Si cette exigence est récurrente depuis la fin de la Guerre froide – et même depuis l'époque d'Eisenhower –, elle est aujourd'hui martelée avec plus de brutalité et des attentes bien plus élevées que sous les administrations précédentes. Parmi ces attentes, on peut citer notamment l'appel du président Trump aux Européens pour qu'ils consacrent 5 % de leur PIB à la défense, un chiffre que les États-Unis n'ont pas respecté, et l'appel du secrétaire à la Défense Pete Hegseth aux Européens pour qu'ils « prennent les devants (...) et prennent en charge la sécurité conventionnelle sur le continent ».⁴⁷ La deuxième demande est d'accroître les avantages commerciaux pour les États-Unis.⁴⁸

De plus, ces nouvelles modalités du partenariat transatlantique sont discutées dans un contexte de menace russe plus aiguë que jamais. Vladimir Poutine a donné l'ordre d'augmenter le nombre de militaires d'active.

46. MK Albright, « Le bon équilibre assurera l'avenir de l'OTAN », *Financial Times*, 7 décembre 1998.

47. Secrétaire à la Défense Pete Hegseth, Remarques d'ouverture du Secrétaire à la Défense Pete Hegseth au Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine (telles que prononcées), Bruxelles, Belgique, 12 février 2025.

48. « Données clés et aperçu », Association européenne des industries aérospatiales, de sécurité et de défense, disponible à l'adresse : www.asd-europe.org.

En portant ses troupes à 1,5 million, il met la Russie sur la voie de l'acquisition de la deuxième plus grande armée permanente après la Chine.⁴⁹ Bien que l'armée russe ait subi une immense attrition au cours de trois années de combats acharnés en Ukraine, le Kremlin a également augmenté massivement ses dépenses de défense, se préparant à une économie de guerre avec d'importants investissements en capital pour accélérer la production. Si les stocks russes de la Guerre froide ne retrouveront jamais leur niveau d'avant-guerre, la Russie disposera d'une force massive et parfois plus moderne, lui fournissant des moyens importants pour perturber et, à terme, remodeler l'ordre sécuritaire actuel en Europe.

Dans un tel contexte, l'Europe n'est pas restée inactive. Dix ans après leur engagement, en 2014, lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles, d'atteindre l'objectif minimum de 2 % de leur PIB consacré aux dépenses de défense, et trois ans après le changement de paradigme provoqué par l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, les Européens ont clairement acquis une certaine maturité en matière de défense. En dix ans, les Alliés européens de l'OTAN (hors Turquie) ont fait passer leurs dépenses militaires d'environ 250 milliards de dollars en 2014 à plus de 450 milliards de dollars en 2024. Entre 20 % et 30 % de ces dépenses ont été consacrées à l'investissement – acquisition d'équipements militaires et recherche et développement.⁵⁰ Par ailleurs, l'UE a publié en 2024 une ambitieuse Stratégie européenne pour l'industrie de défense (SEID), préfigurant un Programme européen pour l'industrie de défense (PEID). Enfin, en 2025, la présidente de la Commission européenne – et ancienne ministre allemande de la Défense – Ursula von der Leyen a annoncé un large éventail de mesures visant à injecter des fonds frais (800 milliards d'euros) pour recapitaliser la défense européenne.⁵¹

Malgré ces efforts, les Européens peinent encore à rattraper le retard accumulé ces trente dernières années en matière d'investissement dans leurs forces armées, mais aussi dans leur industrie de défense. Ce constat incite de nombreux analystes à conclure que l'Europe restera incapable de produire ce dont elle a besoin pour se défendre sans un approvisionnement massif des États-Unis. De plus, l'achat massif de biens de défense fabriqués aux États-Unis est perçu par beaucoup en Europe comme une menace. *donnant donnant* option pour « garder les États-Unis à l'intérieur » et atténuer certaines retombées de la guerre commerciale transatlantique naissante.⁵² Mais suivre cette voie ne ferait qu'alimenter davantage la « relation déséquilibrée qui encourage la dépendance ». ⁵³ que le secrétaire Hegseth a vivement critiqué lors de sa première visite à l'OTAN en février 2025. Augmenter la part déjà importante des importations américaines dans le mix d'armement européen serait alors non seulement une stratégie à courte vue, mais cela tuerait également dans l'œuf les progrès réalisés au cours des trois dernières années.

49. A. Osborn, « Poutine ordonne à l'armée russe de devenir la deuxième plus grande après celle de la Chine, avec 1,5 million de soldats », Reuters, 16 septembre 2024.

50. « Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2024) », site web de l'OTAN, juillet 2024 ; « Revue annuelle coordonnée de défense », Agence européenne de défense, disponible à l'adresse suivante : eda.europa.eu.

51. « Le chef de l'UE dévoile un plan de 800 milliards d'euros pour « réarmer » l'Europe », France24/AFP, 4 mars 2025.

52. A. de Hoop Scheffer, « Comment Trump pourrait remodeler de manière productive la relation transatlantique en matière de défense », *Défense Un*, 13 février 2025. 53. Secrétaire à la Défense Pete Hegseth, op. cit.

Dans ce contexte en rapide évolution, il est grand temps de remettre en question les hypothèses vieilles de plusieurs décennies concernant les « termes de l'accord » : alors que Washington décide de les modifier, les Européens doivent reconnaître que l'ère des 3D est révolue. On pourrait même affirmer que pour gérer et atténuer la dynamique de découplage américaine, l'Europe doit repenser ses politiques de duplication et de discrimination. *vis-à-vis* l'industrie de défense américaine. Pour ce faire, il est important de reconnaître d'abord les faiblesses, mais aussi les points forts, de l'industrie de défense européenne, puis de discuter de la fiabilité des fournisseurs américains avant d'envisager les termes d'un partenariat transatlantique renouvelé et plus durable.

Une industrie de défense européenne en pleine reprise

Après 30 ans de faible rendement

Avec un chiffre d'affaires global de 160 milliards d'euros et près de 600 000 emplois, la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) représente moins d'un tiers de son homologue américaine.⁵⁴ Ces chiffres sont cohérents avec les dépenses militaires européennes, qui représentent à parts égales un tiers et la moitié de celles des États-Unis. En raison de la trajectoire historique et des préférences nationales multipliées par le nombre d'États européens, la BITDE souffre d'une fragmentation proverbiale. De ce fait, seules quatre entreprises européennes (BAE Systems, Airbus Group, Leonardo et Thales) figurent parmi les 20 premières entreprises mondiales de défense.⁵⁵ Parmi ceux-ci, on pourrait même affirmer qu'Airbus réalise moins de 20 % de son chiffre d'affaires dans le secteur de la défense, et Thales à peine 50 %, tandis que BAE et Leonardo réalisent une part non négligeable de leur chiffre d'affaires aux États-Unis (50 % pour le premier, 28 % pour le second).⁵⁶

De plus, la DTIB européenne s'est entièrement retirée de certains segments de capacités spécifiques, ne laissant aucune option d'approvisionnement local qui combinerait à la fois une ligne de production européenne et une *autorité de conception* — un concept clé qui est au cœur des discussions actuelles autour de l'EDIP.⁵⁷ Parmi les capacités de production emblématiques sans aucune option de conception européenne facilement disponible, on peut trouver l'artillerie à roquettes à longue portée (MLRS), la défense antimissile balistique à longue portée ou le 5^{ème} avion de combat de nouvelle génération, ce dernier n'ayant aucun substitut non américain au F-35 *Lightning II*.

Enfin, même sur ses points forts historiques, comme les systèmes terrestres ou navals (voir ci-dessous), EDTIB a souffert de trois décennies de commandes en petites quantités qui ont eu un impact négatif sur les investissements en capital et ont freiné les économies.

54. « Faits et chiffres », ASD, 2024 ; « Faits et chiffres : l'industrie aérospatiale et de défense américaine demeure une puissance économique », AIA, 9 septembre 2024

55. « Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires au monde », Stockholm, SIPRI, 2024.

56. « Résultats sectoriels FY 2024 », Leonardo, 2024, www.leonardo.com ; A. Chekirye, « BAE Systems : réalise une forte croissance sur l'ensemble de l'année », 19 février 2025.

57. A. Pugno, « Les trois critères qui définiront l'avenir de l'industrie de défense de l'UE », Euractiv, 29 octobre 2024.

d'échelle. Bien que les entreprises de défense européennes soient restées orientées vers les équipements de haut niveau et aient réussi à rester dans le jeu de la technologie de pointe, la production limitée a conduit à des coûts unitaires élevés, a restreint la chaîne d'approvisionnement et a provoqué une perte d'expertise lors de la conclusion des contrats.⁵⁸ Ce sentiment a été profondément ressenti lorsque l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine a frappé le continent. Malgré l'afflux de fonds frais des gouvernements européens qui se sont engagés à aider l'Ukraine, cette augmentation n'a pas été compensée par la hausse attendue de la production industrielle, les usines d'armement étant restées paralysées par des années de sous-investissement en capital, le manque de main-d'œuvre qualifiée et des goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement.

Compte tenu de toutes ces lacunes, l'invasion de l'Ukraine a entraîné de profonds changements. Aussi frustrantes qu'aient pu être ces trois dernières années, les fruits de cette expansion commencent à se faire sentir au sein de l'industrie européenne de la défense. Les investissements sont en hausse et les contrats pluriannuels, nécessaires pour offrir aux industriels la visibilité nécessaire au développement de leurs capacités, sont de plus en plus courants. Par exemple, le fabricant de missiles franco-britannique MBDA a établi une forte présence en Pologne pour la production locale d'intercepteurs de défense aérienne CAMM-ER dans le cadre du programme de défense aérienne NAREW, avec notamment la production de plus de 1 000 missiles de défense aérienne CAMM-ER et de plus de 100 lanceurs sur un nouveau site de production polonais, créé de toutes pièces en deux ans.

Les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement sont également progressivement résolus. Par exemple, lorsqu'il est devenu évident que la satisfaction des besoins ukrainiens en obus d'artillerie de 155 mm était entravée par des pénuries de propergols, l'entreprise française Eurengo a décidé d'accroître sa capacité de production de poudre à canon et d'explosifs en ouvrant de nouveaux sites en France, en Belgique et en Suède. L'entreprise prévoit de doubler sa capacité de production et vise à produire 1 200 tonnes de poudre à canon par an pour les obus de calibre 155 mm.⁵⁹ La chaîne d'approvisionnement de TNT est également en cours d'extension, passant d'une seule usine en Pologne à plusieurs grandes usines à travers l'Europe.

Un large éventail de points forts à la pointe de la technologie

Malgré ses lacunes spécifiques en matière de capacités et l'amélioration de la pénurie de capacités de production, la Banque européenne d'équipements militaires (EDTIB) parvient encore à couvrir la plupart de ses besoins actuels. Selon un rapport IISS de 2024, au cours des deux dernières années, les forces armées européennes ont acquis 52 % de leur équipement militaire auprès d'entreprises de défense européennes, et seulement 34 % auprès d'entreprises américaines ; les 14 % restants proviennent principalement de fournisseurs coréens, israéliens et turcs.⁶⁰ Le catalogue européen ne propose pas seulement

58. J. Hackett et B. Schreer (dir.), « Renforcer les capacités de défense en Europe : une évaluation », IISS, 2024, p. 43.

59. R. Ruitenbergh, « La France va dépenser 540 millions de dollars pour la production de propergols d'artillerie », *Actualités de la défense*, 11 avril 2024.

60. J. Hackett et B. Schreer (éd.), « Building Defence Capacity in Europe », op. cit.

des solutions solides aux exigences européennes et internationales, mais propose également des solutions de pointe dans la plupart des domaines.

Systèmes fonciers. L'Europe a développé une large gamme de véhicules blindés de haute qualité, dont certains sont actuellement en compétition pour plusieurs appels d'offres militaires américains. Stimulés par la guerre en Ukraine, les véhicules de fabrication allemande *Léopard 2* Les ventes de ce char de combat principal ont explosé depuis 2022, grâce à la modernisation des flottes existantes, mais aussi à l'arrivée de nouveaux clients européens. Plus léger et moins cher que son concurrent américain, le M1A2 *Abrams*, le *Léopard* est maintenant de *facto* principal char européen, même s'il n'a pas été développé dans le cadre d'un programme de coopération.

L'industrie européenne a également été en mesure de fournir d'autres systèmes de pointe tels que le *Boxeur* Véhicule de combat d'infanterie (VCI), l'une des plateformes à roues les plus modernes déployées en Ukraine. Également récemment déployé en Ukraine, le véhicule blindé à chenilles KF41 *Lynx* est un autre véhicule de combat d'infanterie lourd à succès qui gagne du terrain en Europe tout en concourant pour remplacer le véhicule vieillissant *Bradley* dans l'armée américaine. Son concurrent américain, le Griffin III de General Dynamics, est lui-même un dérivé d'un modèle européen, l'Austrian Spanish Cooperation Development (ASCOD), tandis que tous les modèles fabriqués aux États-Unis ont été évincés de la compétition.⁶¹ Des observations similaires peuvent être faites sur l'obusier automoteur de 155 mm, qui n'est pas un successeur évident du M109. *Paladin* II n'a pas encore émergé de l'industrie américaine, malgré l'annulation de plusieurs programmes. Partout en Europe, les M109 restants sont progressivement remplacés par des modèles européens plus modernes, comme le SPH 155 et le CAESAR de KNDS.

Systèmes navals. Bien qu'elle ait souffert d'une baisse générale de ses capacités de construction navale depuis la frénésie des délocalisations des années 2000, l'industrie navale européenne conserve des bases solides, démontrant sa capacité à innover et à rivaliser avec les meilleurs mondiaux. Souvent éclipsée par les États-Unis, l'Europe a réalisé des progrès notables dans le domaine des systèmes navals, notamment dans la conception et la construction de fréquences et de sous-marins de pointe, ainsi que de systèmes plus discrets comme les dragueurs de mines.

Un exemple marquant est celui de Fincantieri *Constellation* Des fréquences de classe Constellation, inspirées du modèle de frégate multimité franco-italienne (FREMM), sélectionnée par l'US Navy après l'échec du programme de navires de combat littoraux (LCS). Au-delà de la conception globale et du savoir-faire de Fincantieri en matière de construction navale, le programme Constellation a également mis en lumière d'autres systèmes électroniques européens clés, tels que le sonar à profondeur variable CAPTAS-4 de Thales pour la lutte anti-sous-marine (ASM). Son acquisition fait suite à la décision de l'US Navy d'arrêter le développement de l'émetteur-récepteur bimode Raytheon AN/SQS-62 (DART) et d'annuler le module ASM initialement prévu pour équiper le LCS.⁶²

61. P. Felstead, « GDLS, véhicules américains Rheinmetall sélectionnés pour le concours OMFV rebadgé », ESD, 29 juin 2023.

62. R. Scott, « Thales a commencé la production du sonar CAPTAS-4 pour la marine américaine », *Nouvelles navales*, 14 janvier 2023.

En ce qui concerne les sous-marins diesel-électriques, le français NavalGroup et l'allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) ont démontré un succès significatif sur le marché mondial pour leurs *Scorpène* et des sous-marins d'attaque diesel-électriques de type 212CD. Bien que la France se soit jusqu'à présent abstenue d'exporter de la technologie nucléaire par souci de non-prolifération, l'accord AUKUS de 2021 a créé un précédent et ouvert la voie à certains clients potentiels comme le Brésil ou l'Inde.⁶³ Face à l'encombrement du chantier naval américain et à l'incertitude croissante quant au calendrier de livraison des sous-marins de classe AUKUS, un ancien amiral australien a récemment préconisé un retour à une conception NavalGroup, cette fois avec une propulsion nucléaire.⁶⁴

Avions militaires. Si les États-Unis ont réussi à rallier des acteurs européens clés (BAE et Leonardo) sur le programme Joint Strike Fighter/F-35, les avions de combat avancés restent une capacité de niche en Europe. S'il est vrai qu'en raison de cycles d'approvisionnement non synchronisés, les industries aérospatiales européennes ont manqué la révolution des avions de combat furtifs, 4,5^{ème} Des combattants de la génération tels que *Eurofighter*, *Rafale* et *Gripen* ont connu un succès commercial relatif auprès des puissances émergentes (États du Golfe, Égypte, Inde, Indonésie pour les premiers, Afrique du Sud, Brésil, Thaïlande pour les seconds). Projets concurrents pour 6^{ème} Les systèmes de génération, le système de combat aérien futur franco-allemand (FCAS) et le programme de combat aérien mondial (GCAP) Royaume-Uni-Italie-Japon démontrent également le niveau d'ambition, de recherche et de développement grâce à la coopération.

Par ailleurs, l'Europe a conservé une avance dans le développement et la commercialisation de plateformes de soutien aéroportées, en grande partie grâce aux efforts du groupe Airbus. L'Airbus A400M constitue un parfait exemple d'innovation européenne en matière de capacités de transport aérien tactique, offrant des solutions de transport polyvalentes et efficaces pour les opérations militaires. De plus, l'Airbus A330, avion de transport-ravitaillement multirôle (MRTT), s'est imposé comme une plateforme de ravitaillement en vol de premier plan, démontrant la maîtrise de l'Europe dans la conception et la fourniture d'avions de soutien avancés, essentiels aux forces aériennes modernes. La prochaine étape pourrait bien être la fonction de détection avancée aéroportée (AEW), autrefois un monopole américain en Europe grâce à l'E-3 AWACS, mais dont le successeur de Boeing, l'E-7 Wedgetail, est désormais concurrencé par le système GlobalEye de Saab.⁶⁵

Missiles et armes complexes. L'industrie européenne des missiles s'est révélée être une force redoutable, s'affirmant comme un leader mondial dans les technologies de missiles de pointe. Souvent perçue comme un acteur secondaire par rapport aux États-Unis, l'engagement de l'Europe en matière d'innovation et d'excellence lui assure

63. J.-L. Lozier et H. Fayet, « Propulsion nucléaire navale : les enjeux techniques et stratégiques d'une technologie restreinte », *Documents sur la prolifération*, n° 66, Ifri, novembre 2023.

64. P. Briggs, « Les risques liés à l'AUKUS s'accumulent. L'Australie doit se préparer à construire des SSN français », *ASPI*, 5 décembre 2024.

65. L. Lagneau, « Le GlobalEye de Saab tiendrait la corde pour être le prochain avion d'alerte avancée de l'armée l'Air », *Zone militaire*, 10 juillet 2024.

demeure un acteur majeur du marché mondial de la défense. Des entreprises comme le groupe franco-britannique MBDA ont développé des systèmes de pointe, tels que *Météore*, un missile air-air au-delà de la portée visuelle généralement considéré comme le missile air-air le plus avancé du marché, surpassant son concurrent américain AIM-120 AMRAAM.⁶⁶ Contrairement à ce dernier, le système de propulsion à statoréacteur du Meteor assure une propulsion constante à Mach 4+ jusqu'à l'impact, offrant une manœuvrabilité inégalée. Cela démontre la capacité de l'Europe non seulement à suivre le rythme, mais aussi à prendre parfois l'avantage technologique. Grâce à des investissements continus dans la recherche et le développement, l'Europe conserve son avance en matière de technologies de défense, garantissant à ses forces armées des systèmes de missiles de pointe capables de relever les défis de la guerre moderne.

Accès européen au marché de la défense américain

Au-delà de ses marchés nationaux, EDTIB exporte un tiers de son chiffre d'affaires (environ 50 milliards d'euros) hors du continent, y compris occasionnellement, et de plus en plus ces dernières années, vers le marché américain de la défense, fortement réglementé. Des entreprises européennes ont également soumissionné et remporté des contrats pour des armes plus complexes : le missile de frappe navale (NSM) de la société norvégienne Kongsberg a été sélectionné par la marine américaine comme missile antinavire, tandis que l'entreprise italienne Fincantieri s'est vu attribuer les six *Constellation*-frégates de classe.⁶⁷

Comme l'accès au marché américain de la défense nécessite une délocalisation importante, les modèles européens sont généralement produits localement aux États-Unis, souvent dans le cadre d'alliances et de coentreprises avec des maîtres d'œuvre américains. Les entreprises européennes de défense doivent également se conformer à une réglementation américaine très stricte, ce qui les pousse à créer des entités quasi indépendantes sur le territoire américain et limite fortement leur potentiel d'exportation en raison des contrôles américains à l'exportation, tels que l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR). Si la part de marché des entreprises européennes aux États-Unis reste marginale, leur préférence occasionnelle par rapport à des concurrents exclusivement américains témoigne d'un tout autre constat quant au prétendu « retard » de l'industrie européenne de la défense.

Il n'y a pas lieu de se reposer sur ses lauriers quant à l'état actuel de la BITDE ni de sous-estimer les défis à venir. La recapitalisation tant attendue de l'industrie européenne de la défense arrive trop tard pour être menée à bien sans heurts. Des années de sous-investissement dans le capital de production, de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, de goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, de manques technologiques et capacitaires, d'obstacles à la coopération industrielle indispensable et, plus encore, à la consolidation, ne doivent pas être pris à la légère. Il ne s'agit pas ici de se vanter des réalisations de la BITDE européenne, mais plutôt de contrer les discours pessimistes et

66. S. Tiwari, « Le meilleur missile air-air au monde pour avions de chasse turcs inquiète la Grèce ; voici ce qui rend le météore « mortel » », *The Eurasian Times*, 31 janvier 2025 ; D. Leone, « Voici pourquoi le MBDA Meteor est le meilleur missile air-air au-delà de la portée visuelle jamais conçu », *Le Club des Geeks de l'Aviation*, 12 juillet 2020. 67. « La marine américaine choisit un missile de frappe navale comme nouvelle arme transhorizon », PRNewswire, 1er juin 2018 ; « Fincantieri remporte un contrat de la marine américaine pour les cinquième et sixième frégates de classe Constellation », Fincantieri, 24 mai 2024.

Les discours défaitistes excessifs qui ont dominé ces trois dernières années sont d'autant plus prégnants que la fiabilité du fournisseur historique américain est désormais sérieusement remise en question.

La fiabilité du fournisseur américain en question

S'il peut paraître attrayant de renforcer les liens transatlantiques et de favoriser une intégration plus poussée par le biais d'interdépendances convenues, les développements récents tendent à remettre en question les idées reçues sur l'Atlantisme. Au-delà de l'approche profondément préoccupante des relations transatlantiques prônée par l'administration Trump II, des évolutions plus structurelles incitent les Européens à s'arrêter et à revoir les termes de leurs relations industrielles de défense avec les États-Unis. Trois enjeux principaux se dégagent : le premier est une divergence croissante sur les besoins opérationnels, alors que les États-Unis penchent vers l'Indo-Pacifique et que les Européens approfondissent la défense continentale de haute intensité de leur continent ; le deuxième découle d'un examen plus approfondi du rapport coût-efficacité des équipements militaires américains ; et le troisième met en lumière plusieurs faiblesses de l'industrie de défense américaine en termes de retards, de limitations d'utilisation et de manque de réciprocité.

Une divergence croissante sur les exigences

Au cours de la dernière décennie, l'attention stratégique des États-Unis s'est de plus en plus portée sur le défi militaire chinois et la menace croissante qu'il représente, avec des conséquences considérables sur son modèle de forces, sa posture stratégique et, sans doute, son processus de développement capacitaire. Logiquement, les scénarios d'engagement militaire basés sur le théâtre indo-pacifique mettent en avant des systèmes navals, notamment des flottes de sous-marins et de grands groupes aéronavals, qui pourraient être secondaires par rapport à une guerre européenne. De même, l'AGM-183A ULM le missile hypersonique ARRW (Rapid Response Weapon) lancé par Iran est conçu pour frapper rapidement des cibles sensibles au temps dans le vaste théâtre indo-pacifique, où les distances entre les zones de conflit potentielles sont bien plus grandes qu'en Europe.

Pendant ce temps, l'industrie de défense américaine accuse un retard dans les systèmes et plateformes d'armes dont l'Europe aurait cruellement besoin en cas de confrontation avec la Russie. Les programmes américains visant à remplacer les chars de combat principaux, les véhicules de combat d'infanterie chenillés, l'artillerie automotrice de 155 mm ou même les hélicoptères de reconnaissance sont au point mort depuis des années, ou ont connu de multiples interruptions.⁶⁸ Alors que l'Europe est désormais confrontée à une menace pas si nouvelle mais imminente, les propres exigences minimales de capacité (MCR) de l'OTAN soulignent la nécessité de rattraper la masse russe sur le terrain, en mettant l'accent sur la puissance de feu de base, qui avait été négligée pendant des années, voire abandonnée en tant que « capacités de déclin ».⁶⁹ En conséquence, davantage de chars ont été commandés en Europe depuis

68. P. Felstead, « Un pas trop FARA : la disparition de l'hélicoptère de reconnaissance armé », ESD, 15 octobre 2024.

69. É. Tenenbaum et A. Zima, « Retour à l'Est : la menace russe et le pivot français vers le flanc oriental de l'Europe », *Focus stratégique*, n° 119, Ifri, juin 2024 ; « Capacités de pointe : l'arrivée du nouveau ne signifie pas la fin de tout l'ancien ! », *Réflexions sur la défense britannique*, 17 décembre 2020.

Une invasion russe à grande échelle est plus importante que celle des 15 à 20 dernières années, au moment même où les stratégies et les planificateurs politiques américains remettent en question l'idée même de leur pertinence.⁷⁰

Des adversaires différents impliquent également des exigences différentes. Si la Chine est désormais considérée comme une armée très avancée dans tous les domaines, la Russie s'est avérée indigne d'une telle qualification et pourrait être contrée avec des outils bien moins sophistiqués. Alors que la Chine développe rapidement sa doctrine de supériorité aérienne et investit dans le RSR spatial grâce à d'immenses constellations de satellites lui permettant de mener des campagnes de frappe de précision, la Russie rétrograde vers une puissance de feu massive, principalement non guidée. Cette observation simple, mais difficilement discutable, implique que l'Europe n'a peut-être pas besoin d'égaliser les chiffres de R&D américains, car un armement bien moins avancé serait nécessaire pour faire face raisonnablement à un futur conflit avec la Russie. L'investissement européen pourrait être largement suffisant pour soutenir des combats conventionnels contre un adversaire qui n'a pas réussi à vaincre l'Ukraine, et dont le potentiel est bien moindre. Comparer les chiffres de R&D européens à ceux russes serait alors bien plus pertinent qu'à ceux des États-Unis, car notre paradigme stratégique diffère et il semble qu'ils en feront de plus en plus à l'avenir.

Prix, performances et efficacité

Si les contraintes budgétaires européennes en matière de défense ont un impact négatif sur la capacité de production, la densité ou la diversité des capacités, elles incitent aussi parfois à une meilleure efficacité et à un meilleur rapport qualité-prix. Dans un environnement contraint, la marge d'erreur est bien plus étroite, car chaque euro dépensé doit produire davantage, grâce à des processus d'approvisionnement plus efficaces. Les Européens ne peuvent tout simplement pas se permettre la méthode américaine « essais-erreurs », non seulement en R&T, étape obligatoire de l'innovation, mais aussi dans les programmes à grande échelle. Les armées européennes ne pourraient par exemple pas se permettre de se débarrasser de navires vieux de trois ans, comme l'a prévu l'US Navy pour son programme LCS désastreux, sans parler du DDG-1000. *Zumwalt* ou l'avion d'attaque et de reconnaissance du futur de l'armée américaine (FARA).

La fragmentation est également un défaut aux vertus cachées. Tout en entravant les économies d'échelle et l'augmentation des capacités, la pluralité favorise également une concurrence bienvenue sur le marché de l'armement, stimulant ainsi l'innovation. Certes, la fragmentation engendre souvent des situations déroutantes, comme lorsque les trois pays baltes commandent chacun un VCI différent, mais elle offre aux clients un avantage concurrentiel en termes de prix et de performances. L'avantage de la concurrence est encore plus significatif en matière de compensations industrielles. Celles-ci ont été le principal moteur du marché de l'armement ces dernières décennies, c'est-à-dire l'offre garantissant le meilleur retour sur investissement (via les transferts de technologie et la délocalisation) qui remporte généralement l'appel d'offres. Si les compensations ont pu paraître moins cruciales depuis que la guerre en Ukraine a poussé le client à privilégier la rapidité et la masse des livraisons, les gros acheteurs comme la Pologne ont pris soin de négocier localement.

70. F. Hoffman, « Priorités de défense américaines après l'Ukraine », War on the Rocks, 2 janvier 2023.

La production des commandes les plus importantes, des chars de combat principaux aux systèmes de missiles de défense aérienne, pourrait être compromise. Une dépendance excessive envers les fournisseurs américains pourrait alors priver l'Europe des avantages de la concurrence mondiale de nouveaux entrants comme la Turquie, la Corée du Sud ou Israël.

L'accès à un marché mondialisé de l'armement permet à l'Europe de négocier des retours importants ou simplement d'élargir son éventail d'options. Cette liberté de manœuvre a permis à la Grèce de rejeter une offre du gouvernement américain visant à obtenir des armes d'occasion « gratuites ». *Bradley* AFV après avoir calculé que leur restauration coûterait plus cher que l'achat gratuit d'un véhicule alternatif.⁷¹ Cela s'applique également aux systèmes flambant neufs. Par exemple, la Roumanie souhaite depuis des années remplacer ses T-55 et TR-85 de l'ère soviétique, mais le processus est toujours en cours, Bucarest hésitant entre deux options : le M1A2 américain *Abrams*, une option plus chère mais politiquement plus attractive, ou le K2 sud-coréen *Panthère noire*, une option moins chère avec plus de compensations. Alors qu'un premier lot de *Abrams* a été acheté, la part du lion du contrat de remplacement est toujours en attente jusqu'en 2026 et la récente décision polonaise d'acheter (et de produire localement) jusqu'à 1 000 K2 pourrait influencer le choix final de Bucarest.

Réduire les options à un seul fournisseur limiterait également la capacité du client à négocier des compensations. Même sans prêter crédit aux rumeurs de prix artificiellement gonflés,⁷² l'armement américain tend à être nettement plus cher que les autres, compte tenu des coûts d'acquisition, de maintenance et de transport global, qu'il s'agisse de systèmes aériens, terrestres ou navals. Jusqu'à présent, les produits américains sont restés attractifs en raison des conditions politiques, diplomatiques et stratégiques implicites attachées à ces contrats, l'idée étant que les avantages commerciaux consolideraient la perception américaine du client comme un « bon allié ».

Cependant, cet avantage comparatif pourrait s'amenuiser avec le temps, à mesure que les engagements américains en matière de défense de l'Europe s'affaiblissent, poussant les entreprises américaines à accroître leurs compensations industrielles si elles veulent rester compétitives. À cet égard, la politique ukrainienne de l'administration Trump, qui néglige les intérêts sécuritaires européens au nom du grand compromis américano-russe, pourrait aboutir à des résultats nettement opposés à ceux escomptés en termes d'avantages commerciaux pour les États-Unis. Maintenir l'ouverture du marché européen à des solutions alternatives, régionales ou mondiales (y compris non occidentales), pourrait bien être le seul moyen de préserver le rapport qualité-prix, qu'il soit stratégique, industriel ou strictement technique.

71. L. Lagneau, « L'armée grecque refuse des blindés Bradley d'occasion offerte par les États-Unis », Zone militaire, 2 septembre 2024.

72. B. Whitaker, « Les fabricants d'armes frappent le ministère de la Défense avec des prix gonflés pour les avions, les sous-marins et les missiles », *CBS News*, 21 mai 2023.

Regard direct sur les lacunes et les faiblesses de l'industrie de la défense américaine

Alors que l'Europe s'efforce de renforcer ses capacités de défense dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, sa dépendance à l'égard de l'industrie de défense américaine soulève de sérieuses questions quant à sa sécurité à long terme et à son autonomie opérationnelle. Si les systèmes d'armes fabriqués aux États-Unis restent technologiquement avancés et largement utilisés, les faiblesses structurelles de l'industrie de défense américaine créent des risques croissants pour la préparation militaire européenne. Ces vulnérabilités se répartissent en trois catégories critiques : les retards de production et la dépriorisation des besoins européens, des limitations d'utilisation opérationnelle et des contrôles d'exportation stricts comme le Règlement sur le trafic international des armes (ITAR).

Retards et dépriorisation

L'un des principaux défis de l'industrie de défense américaine réside dans sa difficulté croissante à respecter les délais de livraison, un problème qui compromet directement la préparation des forces européennes. L'argument traditionnel en faveur de l'achat d'équipements de défense américains prêts à l'emploi, même au prix de renoncer à des compensations industrielles (voir ci-dessus), reposait sur la rapidité de la disponibilité, mais cette hypothèse n'est plus valable.

Un rapport de 2024 d'un groupe de réflexion basé à Bruxelles a examiné deux systèmes de défense phares américains : le MIM-104 *Patriotes* système de défense aérienne et antimissile et le F-35 *Lightning II* avions de combat et a constaté d'importants déficits de production.⁷³ Par exemple, le rapport annuel de Raytheon *Patriote* La production couvre à peine la demande européenne et, dans le contexte géopolitique actuel, l'entreprise devrait privilégier les livraisons à l'armée américaine et à ses alliés de la région indopacifique. Le programme F-35 est confronté à des retards encore plus importants : 91 % des cellules seront livrées fin 2023, contre seulement 10 % en 2019.⁷⁴ Ces retards de livraison sont aggravés par la flambée des coûts du programme, qui ont augmenté de 50 % depuis le lancement initial de l'avion. Compte tenu des problèmes bien connus du logiciel de maintenance prédictive ODIN du F-35 et de la dégradation accrue des taux de disponibilité de la flotte par les pénuries de pièces de rechange, la fiabilité globale du soutien en cas de conflit de haute intensité n'est pas de bon augure.⁷⁵ Les limitations de la chaîne d'approvisionnement donneraient probablement la priorité à la flotte américaine, laissant les opérateurs européens avec des capacités opérationnelles fortement limitées, qu'ils soient ou non directement impliqués dans le même conflit.

Cette faiblesse structurelle de l'industrie de défense américaine s'étend bien au-delà des systèmes aériens. Malgré la consolidation majeure de l'industrie de défense américaine dans les années 1990, celle-ci continue de rencontrer des difficultés en termes de capacité de production et de délais de développement. La production de missiles prend encore plus de deux ans.

73. A. Buriilkov, J. Mejino-López et GB Wolff, « La base industrielle de défense américaine ne peut plus approvisionner l'Europe de manière fiable », Bruegel, 18 décembre 2024.

74. D. Perry, « La Norvège signale des retards de livraison persistants du F-35 », FlightGlobal, 9 octobre 2024.

75. « Le programme F-35 Joint Strike Fighter continue de rencontrer des problèmes de production et des retards de modernisation », rapport aux commissions du Congrès, GAO, mai 2024.

La fabrication d'avions de pointe nécessite près de quatre ans entre la commande et la livraison, les retards augmentant parallèlement à la complexité des systèmes. Ces problèmes de production ne se limitent pas aux clients européens. Malgré un investissement de 19 milliards de dollars en équipements de défense américains, Taïwan est confronté à d'importants retards dans la livraison de systèmes critiques nécessaires à sa défense contre une éventuelle invasion chinoise.⁷⁶ Cette situation révèle le décalage stratégique entre les capacités de production américaines et ses ambitions de politique étrangère, notamment à l'heure où Washington se tourne vers l'Indo-Pacifique.

Le secteur maritime ne fait pas exception. Les chantiers navals américains peinent à répondre à la demande intérieure, incapables de traiter les commandes étrangères comme celles liées au contrat AUKUS avec l'Australie (voir ci-dessus). La construction de navires de surface comme les frégates est confrontée à des pénuries chroniques de main-d'œuvre, des dépassements de coûts, des conceptions instables et des infrastructures vieillissantes – des problèmes peu susceptibles d'être résolus à court ou moyen terme. La baisse des capacités de production de l'US Navy reflète une crise industrielle profonde, qui mine encore davantage la crédibilité des engagements des États-Unis envers leurs alliés. La situation de la production de munitions est encore plus désastreuse, car de récents exercices militaires américains ont montré que les stocks de munitions critiques ne dureraient qu'une semaine environ dans un conflit de haut niveau avec la Chine.⁷⁷ Compte tenu de ces graves contraintes d'approvisionnement, la probabilité que l'Europe reçoive un réapprovisionnement suffisant en cas de crise majeure pourrait être remise en question.

Limitations d'utilisation

Au-delà des simples retards, la guerre en Ukraine a clairement démontré les risques stratégiques liés au recours à des armes de fabrication étrangère, en particulier lorsque le fournisseur conserve le contrôle opérationnel de l'utilisation de ces systèmes. Tout au long du conflit, les États-Unis et plusieurs États européens ont imposé des limitations strictes à la livraison et à l'utilisation d'armes avancées à longue portée, notamment les systèmes de missiles ou roquettes sol-sol HIMARS et ATACMS, ainsi que le système franco-britannique SCALP *Ombre de la tempête*. Des missiles de croisière lancés depuis les airs. Jusqu'à ce que l'administration Biden lève ces restrictions fin 2024, celles-ci ont empêché l'Ukraine de frapper des cibles stratégiques clés situées au cœur du territoire russe, limitant ainsi son efficacité opérationnelle et ses capacités de contre-offensive.⁷⁸

Le système de communication par satellite Starlink, fourni par SpaceX, offre un exemple parallèle des risques liés à la dépendance technologique externe. Si Starlink a joué un rôle déterminant dans le maintien de la connectivité du champ de bataille ukrainien, l'accès au système reste entièrement soumis aux décisions politiques et commerciales de son opérateur privé. Des rapports indiquent

76. J. Kavanagh et J. Cohen, « Les véritables raisons de l'arriéré d'armes de Taïwan et comment contribuer à le combler », War on the Rocks, 13 janvier 2023.

77. M. Cancian et E. Heginbotham, « La première bataille de la prochaine guerre : un jeu de guerre sur une invasion chinoise de Taïwan », CSIS, 2023.

78. A. Entous, E. Schmitt et J.E. Barnes, « Biden autorise l'Ukraine à frapper la Russie avec des missiles américains à longue portée », *Le New York Times*, 17 novembre 2024.

Des restrictions à la couverture Starlink dans les zones contestées ont déjà été évoquées, privant les forces ukrainiennes de la possibilité de coordonner leurs opérations dans des régions spécifiques. La perspective d'un « coupure d'urgence » immédiat – permettant de suspendre ou de limiter l'accès à Starlink en cas de désaccord politique – souligne la précarité du recours à des systèmes externes, sous contrôle commercial, pour des fonctions militaires critiques.

Face à ces restrictions, l'Ukraine a été contrainte d'accélérer le développement de systèmes de frappe longue portée locaux, régulièrement utilisés contre des cibles russes depuis six mois. Pour les pays européens, le risque de contraintes opérationnelles similaires reste élevé. Alors que les États-Unis se concentrent de plus en plus sur la région indopacifique et tentent de « réinitialiser » leurs relations avec la Russie de Vladimir Poutine, ils privilégieront probablement la prévention d'une escalade sur le théâtre européen. En cas de crise future, Washington pourrait imposer des limitations strictes à l'utilisation des systèmes fournis par les États-Unis, retardant, voire empêchant, toute action militaire européenne. Cette menace imminente souligne la nécessité d'un contrôle accru de l'Europe sur ses systèmes d'armes, permettant une prise de décision indépendante en temps de conflit.

Contrôle des exportations

Un troisième handicap, tout aussi important, de l'industrie de défense américaine réside dans les contrôles draconiens à l'exportation, principalement dus à la réglementation ITAR. Si l'ITAR vise à protéger la supériorité technologique américaine, elle limite également la flexibilité opérationnelle des pays alliés en soumettant les utilisateurs étrangers de systèmes fabriqués aux États-Unis à une surveillance réglementaire complexe. Pour les États européens, le respect de l'ITAR se traduit souvent par une dépendance politique, les États-Unis conservant un droit de veto sur les modalités et le lieu de déploiement de leurs systèmes. Ce cadre juridique crée également des goulots d'étranglement dans les programmes de développement conjoint, les composants fabriqués aux États-Unis soumettant des systèmes entiers aux restrictions ITAR.

L'impact géopolitique de l'ITAR est devenu particulièrement évident pendant la guerre en Ukraine, où les restrictions imposées par les États-Unis sur l'utilisation des systèmes fournis par les États-Unis ont compliqué la planification opérationnelle et limité la capacité de l'Ukraine à frapper des cibles stratégiques. Si un scénario similaire se produisait en Europe, les restrictions ITAR pourraient gravement compromettre les capacités de défense européennes, limitant leur capacité à répondre de manière décisive aux menaces existentielles. Pour préserver son autonomie stratégique, l'Europe doit accélérer le développement de sa propre base industrielle de défense, réduire sa dépendance à la technologie américaine et diversifier ses chaînes d'approvisionnement. En minimisant son exposition à l'ITAR, l'Europe peut rationaliser ses processus d'approvisionnement, renforcer sa souveraineté opérationnelle et garantir sa liberté d'action en cas de conflits futurs.

Trouver le bon équilibre : vers un nouveau partenariat ?

Alors que Washington décide de modifier les termes de l'accord transatlantique – tel qu'il est maintenu depuis 80 ans –, les bases technologiques et industrielles de défense européennes et américaines doivent elles-mêmes s'adapter et trouver un équilibre. *modus vivendi*, en faisant le point sur les défis respectifs. Ce partenariat doit demeurer une coopération mutuellement bénéfique, plutôt qu'une dynamique prédatrice et unilatérale. Alors que l'Europe s'efforce de renforcer ses capacités industrielles pour faire face aux futures menaces russes, trois principaux scénarios peuvent être envisagés à court et moyen terme.

La première option, et la plus préférable, est celle d'une relation transatlantique renouvelée, fondée sur une perspective équilibrée et à long terme. L'idée d'un marché commun de l'armement ne doit pas être rejetée d'emblée, car les deux partenaires ont tout à gagner d'une coopération renforcée, à condition que cela ne condamne pas l'une des parties à un statut perpétuel de partenaire junior. La production sous licence d'équipements de conception américaine devrait être contrebalancée par un accès européen accru au marché de la défense américain, avec moins de restrictions imposées aux entreprises européennes et à leurs filiales basées aux États-Unis. L'acceptation d'interdépendances mutuelles et équilibrées pourrait permettre une certaine spécialisation et un accroissement des capacités de production des deux côtés de l'Atlantique. Alors que l'environnement sécuritaire international continue de se dégrader et que la perspective d'un conflit de haute intensité en Europe et dans la région indo-pacifique, potentiellement simultanée, gagne en crédibilité, ces interdépendances doivent s'accompagner de « garanties d'approvisionnement » réalistes pour rassurer les alliés. Dans cette perspective, le maintien d'un océan Atlantique libre et ouvert pourrait constituer le nouveau fondement de l'Alliance.

Si un *modus vivendi* équilibré ne peut être établi à des conditions acceptables, un scénario moins optimal devra être envisagé. L'Europe devrait alors envisager de diversifier ses fournisseurs en se tournant vers le marché mondial de la défense, en particulier les nouveaux entrants de la BITD, qui ont récemment atteint des niveaux impressionnants de performance et de qualité. Si les États-Unis restent inégalés en matière de R&D, les Européens doivent évaluer soigneusement le rapport coût-bénéfice de l'acquisition de systèmes américains avancés, par rapport à la fiabilité politique de leur approvisionnement. Des pays comme la Turquie, la Corée du Sud et Israël se sont imposés comme des fournisseurs crédibles d'un large éventail de systèmes, des véhicules blindés aux avions légers, en passant par les drones et l'électronique avancée. Grâce à des stratégies pragmatiques et à long terme, ces pays ont tiré parti des compensations industrielles négociées dans le cadre de contrats d'armement antérieurs pour développer rapidement leurs propres industries de défense. Passant désormais du statut de bénéficiaires de compensations à celui de fournisseurs, ils démontrent l'efficacité de cette approche.

Intégrer une concurrence accrue entre fournisseurs étrangers pourrait constituer une solution viable à moyen terme pour contrebalancer le poids écrasant de la BITD américaine. Ce faisant, les pays européens pourraient renforcer leur position de négociation et obtenir des compensations davantage axées sur l'industrie, telles que

Transferts de technologie ou production localisée. Alors que les États-Unis cherchent à réduire leur présence militaire en Europe, la valeur de leurs compensations militaires diminuera probablement au fil du temps. Cela les obligerait soit à reconsidérer leur approche, soit à s'orienter vers des compensations industrielles plus attractives.

Le troisième scénario, à plus long terme, est celui d'une autonomie stratégique et industrielle européenne plus ambitieuse. Les expériences de la Turquie et de la Corée du Sud montrent qu'une nation n'a pas besoin de se résigner à une dépendance à long terme, mais peut plutôt se concentrer sur la satisfaction de ses propres besoins grâce à un développement local. Malgré les défis de la coopération européenne, l'UE est bien placée pour réussir sur cette voie, compte tenu de ses atouts technologiques et financiers.

La stratégie de défense actuelle de la Pologne offre un cas d'école convaincant à cet égard. Bien que critiquée pour ses acquisitions massives d'armements étrangers, Varsovie affiche une vision claire à long terme. Ses achats immédiats de chars et de canons automoteurs américains et sud-coréens servent à combler les lacunes. — une réponse urgente aux menaces immédiates. Parallèlement, ces acquisitions offrent à la Pologne de précieux avantages industriels, une sécurité accrue et le temps nécessaire à la mise en œuvre d'une production locale sous licence. Ceci permet ensuite la « polonisation » progressive des systèmes étrangers afin de les rendre conformes aux normes nationales. D'ici la fin de la prochaine décennie, la Pologne ambitionne de développer ses propres systèmes de défense majeurs, se transformant ainsi en un acteur majeur de la BITD en Europe grâce à ses investissements stratégiques et à sa planification à long terme.

Cet exemple met en évidence à la fois les faiblesses et le potentiel de la BITD européenne. Parvenir à une véritable autonomie industrielle nécessite une industrie de défense européenne intégrée, portée par une stratégie commune à long terme et une évaluation commune des besoins et des menaces. Avec la prise de conscience croissante de ces enjeux parmi les États membres de l'UE, notamment au lendemain de la première administration Trump, le moment est peut-être venu de poursuivre cette voie avec davantage de cohésion et de détermination.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org